

L'enseignement de tamazight en Algérie : contexte sociopolitique et problématique d'aménagement linguistique

Par Prof. Abderrezak DOURARI,

Docteur de l'université de la Sorbonne,

Professeur de l'enseignement supérieur en sciences du langage

Directeur du CNPLET/MEN Algérie

Préambule

Tamazight et tout ce qui s'y rapporte est sujet à de larges controverses dans les Etats et les sociétés du Maghreb particulièrement l'Algérie- deuxième plus grand réservoir de locuteurs berbérophones après le Maroc. Un survol du contexte historique dans lequel cette controverse est née et continue à évoluer permet de nous donner une idée plus claire quant aux problèmes qui interfèrent dans les questions pédagogiques et linguistiques et perturbent son enseignement dans le système éducatif en Algérie.

Deux positions antagonistes se sont toujours partagé la scène algérienne sur la question linguistique. L'une, ayant jusque là l'appui des autorités, déclarait *l'arabité totale* de la société perçue comme partie intégrante de la nation arabe dont l'unité est tout autant déjà là qu'un projet à construire ; l'autre déclarant *la berbérité (amazighité) totale* non seulement de l'Algérie mais celle aussi d'un espace (mythique ?) appelé *tamazgha* ou pays des Berbères (des Amazighs). Une troisième, plus laborieuse, met en avant le plurilinguisme du Maghreb et la nécessité d'une gestion démocratique et rationnelle de ce pluralisme dans une politique linguistique moderne et citoyenne.

La réalité n'étant jamais simple, le Maghreb étant un territoire plurilingue (arabe maghrébin, variétés de berbère (dans le domaine intime et de la communication intensive), arabe scolaire, français, espagnol... (Dans le domaine élaboré), les Etats du Maghreb (le Maroc et l'Algérie principalement) ont fini par accepter la berbérophonie comme un fait et tentent de l'institutionnaliser. L'intégration de l'enseignement du berbère en Algérie dans le système éducatif algérien depuis 1995 a caché, par un effet de scotomisation, l'urgence de sa normalisation et de la mise en route d'une industrie de la langue (fabrication de dictionnaires, de manuels, de programmes, de recherche en pédagogie et en didactique des langues, formation de formateurs...) et la mise sur pied d'un ensemble d'institutions de normalisation/ standardisation sérieuses.

La création du Centre National Pédagogique et Linguistique pour l'Enseignement de Tamazight (CNPLET), sous la tutelle du Ministère de l'Education Nationale, vise la prise en charge de ces questions. Son statut juridique inadapté le prive d'une opérationnalité nécessaire en dépit de l'organisation de plusieurs colloques internationaux sur tamazight dans le système éducatif et de deux recherches, l'une sur le profil des enseignants et l'autre sur le manuel. L'impossibilité juridique de recruter des chercheurs permanents l'empêche de répondre aux besoins urgents des pédagogues sur le terrain contraints au bricolage et aux besoins immenses de normalisation de la langue tamazight.

L'avenir de cet enseignement dépend de la qualité de l'encadrement scientifique et des capacités juridiques des institutions spécialisées autant que du changement d'attitudes sociales à son égard. La grande masse de locuteurs arabophones (arabe maghrébin) est à prendre en considération. On doit aussi considérer le fait que les berbérophones ne sont pas monolingues, d'où le rétrécissement de la sphère d'utilisation de cette langue polynomique.

Si les postures intellectuelles des pouvoirs publics et des défenseurs de la berbéricité évoluent vers une perception de cet enseignement comme une nécessité pour la préservation de l'identité historique et culturelle de la société, comme une nécessité dans le processus complexe de construction de la citoyenneté maghrébine ouverte sur l'universel, et comme un élément de la démocratie linguistique et culturelle, il y a lieu d'être optimiste à ce qu'il se mette au diapason des exigences de la didactique moderne et des données de la sociolinguistique algérienne et maghrébine.

Autrement, on avance vers une autre impasse sociale et culturelle car aucun autoritarisme dans ce domaine n'a pu avoir raison de la demande sociale. (V. A. DOURARI, in *La Revue des Deux Rives, Europe-Maghreb*, N° spécial « L'enseignement de la langue amazighe au Maroc et en Algérie : Pratiques et évaluation », S/d M. Quitout et M. Rispaille, l'Harmattan, 2011)

A) Contextualisation socio-historique

1) Tamazight et les Amazighs après la conquête arabe

Les Berbères (=Imazighen) ne sont pas une minorité dans les Pays du Maghreb, mais tamazight (=la langue berbère) n'est parlée que par une minorité de locuteurs. Le Maghreb a été arabisé (arabe maghrébin) à travers les siècles selon G. CAMPS (*Les Berbères*, Edisud, France, 1996, p56) dès le début de la présence des tribus hilaliennes, des Banu Soleim et des Banu Ma'qil qui s'établirent au Maghreb au 11^{ème} siècle et dont l'influence linguistique se répandit rapidement facilitée par l'appartenance de leur langue à la même famille linguistique que le berbère, d'un côté, et par l'handicap de l'absence d'intercompréhension inter-dialectale entre les différentes variétés de la langue autochtone, d'un autre côté.

Marcel COHEN déclare:

*“On constate dans bien des cas connus par l'histoire le recouvrement d'une langue par une langue nettement différente mais plus ou moins lointainement de même origine...L'arabe a pris son extension sur le domaine d'autres langues sémitiques (sudarabique, araméen) ou d'autres langues chamito-sémitiques (égypto-copte, berbère). (M. Cohen, *Matériaux pour une sociologie du langage*, Petite collection Maspero, 1971, T II, p44)*

Gabriel Camps décrit ce paradoxe ainsi:

“En fait il n'y a aujourd'hui ni langue berbère dans le sens où celle-ci serait le reflet d'une communauté ayant conscience de son unité, ni un peuple berbère et encore moins une race berbère...et cependant les Berbères existent ».

Plus loin il ajoute:

« C'est une étrange et, à vrai dire, assez merveilleuse histoire que cette transformation ethnosociologique d'une population de plusieurs millions de Berbères par quelques dizaines de milliers de Bédouins » (p56)

(V. Aussi, A. DOURARI, « Choix épistémologiques et enjeux sociolinguistiques... », in *Insaniyât*, CRASC Oran, 2005).

2) La revendication de Tamazight dans le contexte de la lutte contre le colonialisme:

Le Parti de l'Etoile nord africaine (ENA), créé à Paris en 1926 visait l'unification de l'Afrique du nord à l'exclusion de l'Egypte. Après le démantèlement de ce parti en 1936, le Parti du Peuple Algérien (PPA) est né et visait à populariser la notion de « nation algérienne ». Il fut à son tour interdit par les autorités coloniales et donna naissance à un autre parti, celui du Mouvement pour le Triomphe des Libertés Démocratiques (MTLD) pour pouvoir participer aux élections prévues pour 1946-1948.

La première demande explicite de reconnaissance du peuple algérien comme entité autonome dans le monde arabe, avec une identité, une histoire, une culture et un territoire propres, eut lieu en 1949 dans le cadre du PPA/MTLD. Elle souleva une bourrasque politique dont un militant, Amar OULD HAMOUDA paya le prix de sa vie, empoisonné par ses collègues...

Le document « Idir al-wataniy » ou "L'Algérie libre vivra" (en sous-titre), selon l'un de ses auteurs Me. Yahia Hennine, est signé par cinq intellectuels berbérophones militants du parti (Ali Yahia Saïd, Belhocine Mabrouk, Henine Yahia, Hadjeres Sadek et Si Saïd Oubouzar) et envoyé au comité central par Ould Hammouda Amar. Il prônait « l'Algérie algérienne ». Ils réagissaient contre la position de leur parti qui définissait l'Algérie, dans un mémorandum envoyé à l'ONU, ainsi : « *La nation algérienne, arabe et musulmane, existe depuis le 7^{ème} siècle..* », sans citer la berbéricité, et contre la position de Léon Blum qui s'interrogeait : "L'Algérie vivra-t-elle?". (V. Belhocine Mebrouk, *Idir Al-Wataniy, Vive l'Algérie*, Ed. Le combat algérien, Alger, déc. 2001).

L'objectif fondamental du MTLD était l'indépendance totale de l'Algérie alors que les Ulémas (mouvement religieux islamique) pensaient plutôt à une assimilation politique dans l'« Union Française » en gardant un statut culturel islamique pour les autochtones. « L'Algérie arabe » était aussi un slogan que les indépendantistes opposaient au slogan assimilationniste et colonialiste « L'Algérie française ».

Pour le texte officiel du PPA/MTLD, il n'y avait rien avant la date de la venue des Arabes sous la bannière de l'Islam au Maghreb et ces derniers sont censés avoir trouvé un territoire inhabité !? On voit bien la frustration de ces militants berbérophones qui en plein mouvement insurrectionnel sont reniés par leurs pairs. La crise toucha la fédération FLN de France en 1949 entre partisans de l'« Algérie Arabe » et partisan de l'« Algérie algérienne ». C'est la crise dite « berbériste » de 1949, pourtant le document d'idir al-wataniy n'a jamais cité le mot « berbère ».

« Idir al-wataniy » était rentré dans la clandestinité de peur du parti et du colonialisme. « Idir » est un prénom berbère qui signifie « il vivra » et est utilisé en particulier par les familles qui ont beaucoup perdu de descendances mâles. Après l'assassinat d'Ould Hamouda, il n'était plus possible de discuter de l'identité et des langues algériennes dans le parti dominant.

Ainsi commença la longue quête de démocratie linguistique et de reconquête de soi engagées par les Algériens. Reconquête d'une identité fondée sur l'histoire, sur les faits linguistiques,

sociolinguistiques et culturels dynamiques. Identité non perdue mais officiellement interdite et déniée. Identité réelle et non celle idéologique fondée sur l'arabisme et l'islamisme.

Toute revendication de démocratie linguistique était désormais assimilée par les officiels à une manœuvre visant l'unité nationale : Un certain PPK (Parti populaire Kabyle) a été inventé pour donner de la consistance à une thèse farfelue et c'est Ferhat Ali (trésorier du PPA-MTLD) qui le déclare dans *Alger-Républicain* du 21-22-08-1949:

« Il n'a jamais existé de "Parti du Peuple Kabyle", pour la bonne raison qu'il n'y a qu'un peuple algérien dont les éléments, quoique d'origine ou de langues différentes, vivent fraternellement unis dans une même volonté de libération nationale »... Pour ma part, j'ai toujours pensé que l'Algérie n'est ni arabe, ni berbère, ne peut être qu'algérienne et que dans notre patrie, toutes les cultures et tous les éléments de notre patrimoine commun méritent le respect et le libre développement ».

Cette brochure fournit, consciemment ou non, les fondements doctrinaux et le cadre de la revendication amazighe conjointe à l'algérianité et à la démocratie politique et sociale. (V. crise du printemps 1980 ; le multipartisme de 1989, et le mouvement citoyen de Kabylie 2001-2003). Ce sentiment d'injustice ressenti depuis 1949 a été alimenté et exacerbé durant les années indépendance du fait que n'ayant plus le paravent commode du colonisateur, les gestionnaires de l'Etat avaient perdu leur argument central. L'imposition de la seule dimension arabo-islamique dans les médias, dans toutes les institutions, l'école surtout, et dans toutes les politiques culturelles de l'Etat, aggrava le sentiment d'exclusion notamment du groupe berbérophone le plus important numériquement et socialement : les kabylophones.

B) Réalité linguistique, théories et politique linguistique

3) Situation sociolinguistique en Algérie

a) Choix épistémologiques et profil sociolinguistique de l'Algérie: un problème d'adéquation ?

Parler de profil sociolinguistique de l'Algérie n'est pas une mince affaire dont on pourrait s'acquitter en un tournemain. Il exige de faire un état des savoirs en sciences sociales et humaines qui sera nécessairement parcellaire ou établi selon un angle de vue particulier qui ne sera probablement pas le seul. On se concentrera ici sur le retour critique de la raison sur elle-même dans le domaine de la sociolinguistique, science stratégique dans le pays du fait du malaise linguistique qui y règne et des tensions y relatives. On se posera la question de savoir si les paradigmes épistémologiques sont questionnés par les chercheurs du domaine tant au niveau de l'adéquation interne (la logique interne du paradigme, sa cohésion) que de l'adéquation externe (conformité aux faits décrits ou expliqués).

Nous nous contenterons ici d'attirer l'attention sur les conséquences dues au choix de grilles méthodologiques et théoriques a priori, prises au sens de taxinomies prêtes à l'emploi, qui, en dépit du sentiment de sécurité qu'elles procurent pour le chercheur, pourraient inférer des objets scientifiques en décalage par rapport aux faits réels.

C'est certainement le travers connu des sciences sociales de type holiste et que nous avons souligné ailleurs (V. notre thèse de doctorat « ...Le discours idéologique arabe contemporain », Sorbonne, P3/1993) en rapport avec la réalité anthropologique maghrébine et où nous avons

penché fortement en faveur de l'individualisme méthodologique de Raymond Boudon. Nous estimons que c'est là un débat ancien en sciences puisqu'il recoupe celui existant entre rationalisme et réalisme. Sa nouveauté réside seulement dans son application aux postures épistémologiques traitant du cas algérien aujourd'hui.

Nous avons déjà abordé cette question dans un article consacré aux *pratiques* langagières en Algérie (v. A. DOURARI, in *Insâniyât N°17-18, Mai Décembre 2002*) et nous en étions arrivé à demander la constitution d'une sociolinguistique algérienne car, pensions-nous, une sociolinguistique ne peut découler d'une application mécanique d'une grille de lecture quelconque quelle qu'en soit l'efficacité avérée sur un autre terrain. Toute sociolinguistique fondée en théorie est elle-même constituée de matériaux sociologique, historique, culturel et linguistique particuliers à un terrain. Il est normal que des études ayant le même objet et mobilisant un même appareil conceptuel et descriptif (phase inductive) aboutissent à une grille théorique- taxinomie (construction de modèle)-, et que cette dernière devienne par la suite la lorgnette à travers laquelle on perçoit la réalité (généralisation). L'utilité heuristique des théories hypothético-déductives, comme la grammaire générative, a été démontrée.

Mais il est tout aussi normal que l'on soit très vigilant à ce que le déroulement pratique de cette taxinomie n'exige pas que l'on force trop les faits sociétaux pour lui convenir.

Or il me semble que la plupart des travaux qui se font sur la situation linguistique en Algérie s'inscrivent, au niveau opérationnel, dans une visée déductiviste (tout en se présentant comme des travaux de description de terrain) dans la mesure où ceux-ci adoptent des théories sans critique au regard de leurs fondements épistémologiques, du terrain qui leur a donné naissance, et de celui qui doit les recevoir.

En quoi par exemple la sociolinguistique catalane, partant de la réalité catalane en Espagne, et qui a théorisé la situation de **domination** :« *La domination linguistique est la situation dans laquelle le statut des langues utilisées dans une communauté est hiérarchisé et où le pouvoir est mobilisé en faveur de l'une d'elles, dite dominante, au détriment des autres, dites dominées* » (Dictionnaire de la Linguistique et des sciences du langage, Larousse, 1984) et de **conflit linguistique** (« *terme par lequel beaucoup de sociolinguistes, à la suite d'auteurs catalans ou occitans, caractérisent la diglossie non comme un ensemble harmonieux ou stable (comme on l'envisageait dans la définition canonique de Ferguson), mais comme un conflit potentiel (« latent » donc) ou comme un conflit manifeste* » (Ibid), est-elle pertinente avec ses autres catégories analytiques pour le cas algérien ?

En quoi la sociolinguistique variationniste (« *Une étude variationniste conçoit la langue non comme un système homogène unique, mais comme un ensemble complexe de systèmes, comme un système de systèmes. Ainsi, dans l'anglais d'Amérique, il n'y a pas un phonème /r/ mais toute une série d'articulations ou d'absences d'articulation, toutes également légitimes, le choix entre elles étant lié à diverses conditions sociales et stylistiques* », Ibid) l'est-elle mieux que la première ? Enfin en quoi la sociolinguistique fishmanienne (v. J.- A. FISHMAN, *Sociolinguistique*, Nathan, 1971) est-elle plus adéquate ?

La Catalogne a son histoire, sa sociologie et son idéologie ; la France et les USA aussi. La théorisation de situations de plurilinguisme comme la Suisse, le Canada, la Belgique le Pakistan ou l'Indonésie sont certes plus proches mais elles ne demeurent pas moins porteuses de caractéristiques historiques culturelles et politiques particulières de ces sociétés.

Poser la question c'est déjà pointer un fait général en sciences : toute théorie part de choix épistémologiques et la qualité des objets scientifiques qu'elle produit seront ce qu'ont été ses méthodes, ses objets et ses matériaux descriptifs. Les objets résultants de l'application d'une théorie scientifique à un terrain seront des objets scientifiques qui ne sont pas nécessairement en adéquation avec les objets réels. On sait depuis Maurice Merleau Ponty (*Phénoménologie de la perception*), que cet idéal, *adequatio ad res*, est difficile à atteindre.

En 1990 (Mars), lors d'un colloque de l'université d'Oran sur les dialectes en Algérie, j'avais soutenu en gros qu'il s'agissait d'enseigner chaque variété à part après l'avoir normalisée. Le temps fera le reste comme ce fut le cas par exemple pour la Koinè grecque. Une académie s'occuperait de l'aménagement de cette langue polynomique. Elle suivra certainement un processus rationnel qui consisterait à mettre en place une variété normalisée commune pour le domaine formel ; en ne s'écartant jamais des demandes sociales en la matière et prendra le temps nécessaire à cela. Mais ce n'est malheureusement pas la seule question de l'unification qui est posée. Les contenus des enseignements, les manuels...le sont aussi et un gros effort doit être consenti par la nation dans ce sens pour réussir à recouvrer son être, son identité réelle, non pas pour s'y recroqueviller narcissiquement, mais pour mieux s'en libérer et aller de l'avant avec un certain sentiment d'apaisement.

En raison du retard accumulé autant par l'arabe scolaire que par tamazight et le maghribi, la modernité nécessaire et urgente à la pérennité de la nation passe par la langue française, car c'est la langue de modernité qui est la plus implantée dans le tissu social algérien quelle qu'en aient pu être les raisons. Les Mexicains, les Cubains, les Brésiliens..., ce qu'on appelle l'Amérique Latine, parlent l'espagnol ou le portugais, variétés latines de leurs ex-occupants. Les exemples sont nombreux et les populations ne sont pas plus malheureuses.

Kateb Yacine disait « je voudrais dire aux Français, en français, que je ne suis pas Français. Cette langue a servi, en plus, d'instrument de guerre contre le colonisateur français. La colonisation n'est pas réductible à la question linguistique puisque des Français de souche se sont sacrifiés pour la libération de notre pays... La modernité arabe n'étant pas pour demain, et les diverses sommations américaines aux Arabes (v. le projet du Grand Moyen-Orient) pour se mettre à jour en terme de pensée politique, sociale, culturelle et économique, en terme de gouvernance, ne sont pas que de simples excès paraboliques d'une superpuissance trop imbue d'elle-même et de sa réussite.

La politique linguistique d'arabisation, dont les contenus et les références sont inscrits franchement dans le conservatisme et l'archaïsme, est dépourvue de la moindre référence rationnelle dont la civilisation arabo-islamique foisonne. Elle vise surtout à empêcher les Algériens d'accéder à la littérature scientifique et rationnelle produite dans cette langue et à imposer des sources documentaires qui foisonnent en références idéologiques propices au fanatisme religieux. Le français a de fait le statut de langue seconde en Algérie pour le domaine formel. On n'oubliera pas que le choix d'une langue d'accès à la modernité ne relève pas du caprice de gouvernant. Il repose sur une approche rationnelle dont son implantation et le volume des échanges culturels, politiques et économiques entretenus avec l'Etat qui le parle. Il tient compte aussi de la proximité spatiale puisqu'on est dans un monde de regroupements régionaux sur la base de la proximité géographique. Il n'y a pas de choix possible entre l'anglais et le français d'un point de vue objectif. Il est naïf de croire qu'il suffit de choisir, comme sur les étales d'un vendeur de légumes, parmi les langues qui y

seraient exposées celle qui est à la pointe du progrès. L'anglais, l'espagnol ou le français sont des langues presque au même niveau de développement et de mise à jour. L'arabe scolaire aujourd'hui est un coureur qui n'arrive pas à se qualifier.

Faut-il ajouter que le statut de « fait » en sciences sociales et humaines est objet d'interprétations divergentes et que Durkheim avertissait déjà, en son temps, d'une certaine méprise à son égard :

« *Les faits sociaux consistent en représentations, mais il faut traiter les faits sociaux comme des choses* » (COMBESSIE J.-C., 1996 : 3)

La question linguistique étant un grand enjeu de société en Algérie, il convient de relever que certains linguistes algériens, dont l'essentiel de l'activité de recherche tend à légitimer les thèses du pouvoir (tunisiens et marocains aussi), y compris (ou surtout) ceux exerçant dans le domaine du berbère, combattent avec hargne toute approche des langues parlées en Algérie qui les mettrait en relation avec des questionnements sur la société, l'homme et l'histoire.

La politique de recherche du célèbre Institut de Linguistique et de Phonétique de l'Université d'Alger (fermé en 1985) dont le concept témoin est « la technologie du langage » n'admettait que les travaux sur '*l'arabe standard*', car les dialectes autant que les pratiques langagières *effectives* sont déclarés impensables...

Au cours de l'année 2000-2001 une grève des étudiants des départements de berbère de Tizi-Ouzou et de Bejaïa (intitulés officiellement « Instituts de *langue* et *culture* amazighes ») dénonçait le refus des autorités de l'université d'inscrire des thèmes de recherche portant sur la *culture*, la *société* et *l'histoire*. Le mythe du « berbérisant » omniscient qui correspond à l'autre mythe populaire plus ancien de « *amusnaw* » (= le savant), cultivé pour exercer un contrôle idéologique sur la "qualité" des savoirs dispensés, le dire des enseignants et celui des étudiants chercheurs y compris sur les soutenance de mémoires et de thèses en tamazight (contrôle idéologique de l'accès à l'autorité scientifique), est à lui seul édifiant. Ainsi, les thèmes, comme les linguistes non techniciens, seront-ils soumis à un ostracisme systématique.

A l'université de Tizi-Ouzou (année universitaire 1999-2000) un magister agréé par l'Académie Universitaire Centre au département de français intitulé « *magister en sciences du langage et littérature* »- qui devait concerner les licences des départements d'arabe, de français, d'anglais et de berbère- a été contraint à la fermeture par les autorités administratives de cette université (il s'agit des mêmes) qui ont exigé de "reformuler" certains thèmes de recherche validés pourtant par le conseil scientifique tout en annulant d'autres inscrits depuis au moins deux ans sous prétexte que la spécialité « sciences du langage » n'a aucune existence scientifique ! Dans le même sens, les détenteurs des licences de philosophie ont été interdits de séjour dans ce magister de sciences du langage y compris pour réaliser des mémoires de philosophie du langage, rappelant l'interdiction de cette discipline à un autre âge par Ibn Taymiyya et épigones, Ibn El-Qayyim al-Jawziyya et Mohammed ibn Abdelwahhâb.

Ridha SALHI, de l'Université de Manouba, Tunisie, déclare :

« *There is a widespread belief that language is one of the key components of national identity and a strong indicator of group membership. In multilingual contexts, language policies (whether explicit or implicit) often reflect a power relationship and serve a particular ideology* » (SALHI R., 2001). Le rapport langue/pouvoir est clairement souligné et le lien postulé à l'identité nationale et les complexes, qui éventuellement la sous-tendent, est mis en relief pour mieux saisir les tenants et aboutissants des

politiques linguistiques des pays du Maghreb engoncés dans la dimension arabo-islamique mythique et transnationale.

Mohammed EL-MEDLAOUI (EL-MEDLAOUI M., 2001: 15) note, pour le cas du Maroc, que l'atelier n°3 intitulé *sciences du langage et de la communication*, tenu le 14/04/2001 dans le cadre de la rencontre nationale « Recherche scientifique et développement » organisée à Rabat par le Ministère de l'Enseignement Supérieur et le Secrétariat d'Etat pour la Recherche Scientifique, a relevé un constat important quant à la politique de recherche marocaine dans le domaine des sciences du langage et du plurilinguisme :

« *Le constat stigmatise un déficit d'intérêt au Maroc pour les aspects sociologiques des sciences du langage en comparaison de l'intérêt pour la linguistique proprement dite* »

On le voit bien, dans les pays du Maghreb, partout on est face à la même pratique et la gestion de ce domaine est soumise aux caprices des gestionnaires du « linguistiquement correct » et du « linguistiquement dicible ». L'intérêt porté aux structures de la langue exclusivement (i.e. la linguistique interne) permet de garder impensées les questions qui mettent en crise le discours déréalisé du pouvoir (et d'une certaine opposition) et de centrer l'intérêt sur la combinatoire linguistique incolore et indolore, pensant, peut-être, que briser le thermomètre a pour effet de supprimer la fièvre.

Mohammed Arkoun (ARKOUN M., 1984 :9) après avoir constaté que les « *les départements de littérature arabe ne laissent aucune place à la "philosophie"* » après « *l'éclatement de la raison et des savoirs... qui s'est imposé dans le système scolaire et universitaire dans les pays musulmans* », nous éclaire davantage à ce sujet quand il dit (ARKOUN M., 1984 : 308) :

« *Le travesti : la critique de la connaissance déclenchée par la psychanalyse et la philosophie du langage, notamment, a montré comment la pensée transpose le réel dans ce qu'on pourrait appeler une logosphère. Celle-ci est le lieu de projection, d'élaboration, de transmission des représentations mythiques, des imageries scientifiques, des systèmes conceptuels qui travestissent, à des degrés divers, le donné positif. C'est ainsi que sont constitués tous les discours mythologiques et idéologiques que la pensée positive s'attache, aujourd'hui, à dé-construire pour accéder au donné demeuré impensé* ».

Revenons à Christian BAYLON (BAYLON C., 1996:256) qui affirme en parlant de certains discours scientifiques:

« *Par contre ces mêmes discours deviennent idéologiques dès qu'ils contiennent des éléments servant subrepticement à légitimer un pouvoir*... « *Les idéologies s'acquittent de cette fonction de légitimation apparemment rationnelle grâce au discours, lequel possède un pouvoir qui lui est propre, celui de changer "la force en droit et l'obéissance en devoir"* et « *C'est cette dernière qui créerait l'illusion de rationalité propre à l'idéologie : en donnant aux individus le sentiment de raisonner, elle leur ôte la liberté de penser par eux-mêmes* ».

C'est dans ce contexte intellectuel que l'on mesure toute la pertinence du point de vue de notre sociolinguiste citée plus haut quand elle affirme :

« *La notion de pratiques langagières marque une évolution dans la description linguistique et sociolinguistique car il ne s'agit plus uniquement d'analyser les règles internes au système linguistique qui organisent la compétence d'un locuteur idéal (...) ou de décrire les régularités structurales d'un corpus fermé de données (...), mais de s'intéresser à la diversité des locuteurs, à la diversité de leurs conduites* ». Elle ajoute : « *L'étude des pratiques langagières permet de rassembler une somme d'informations et de renseignements sur la réalité sociolinguistique d'une société donnée, en ce sens elles font partie d'un ensemble plus important qui englobe toutes les pratiques humaines* » (TALEB AL-IBRAHIMI K., 1995 : 120).

Maintenant que la problématique a été rendue plus claire, il s'agit d'essayer de comprendre les soubassements de l'attitude de déni de réalité. Il semble que la lutte contre la mise à disposition du savoir sociologique et macro-sociolinguistique sur ces questions a pour but de permettre au discours idéologique le plus insensé sur la (les) langue (s), l'identité et la culture de surdéterminer la

pensée rationnelle et les comportements. On continue de penser qu'il est possible de couler les citoyens, singletons mathématiques, dans le moule idéologique dominant. Parler de *réalité* et de *pratiques effectives* devient problématique de ce point de vue. Un tel discours scientifique est suspecté de sédition puisqu'il aura pour conséquence de contraindre à terme les élites au pouvoir de revoir bien des conceptions sommaires de la société, y compris la place du savoir par rapport au pouvoir (A. DOURARI, *Malaises de la société algérienne...*, Casbah, 2003), et à entrer de plain-pied dans un mode de gouvernance moderne : gérer rationnellement à partir de ce qu'il y a en respectant le citoyen, son avoir été, son être et son vouloir être.

Nous avons soutenu ailleurs, et dès notre premier article sur la question de la revendication culturelle et identitaire amazighe (DOURARI, 1990), puis ensuite de manière plus englobante dans notre thèse (DOURARI, 1993), que le courant dominant dans le monde arabe privilégie le holisme méthodologique car celui-ci autorise, par l'effet du raisonnement déductif qui lui est consubstantiel, plus facilement les *a priori* idéologiques dérivés de postures intellectuelles de déni de réalité. Ce type de posture rappelle de quelque manière le raisonnement analogique des *fuqahâ'* qui s'enferme dans la clôture du texte sans point de fuite sur la réalité. Il a fallu aux *fuqahâ'* éclairés (Châtibî, juriste andalous mort en 1406 par exemple) d'inventer des astuces (*maqâsid ach-charï'a* ; *'asbâb at-tanzîl* ; *al-maslaha al-'âmma...*) notamment la contextualisation, pour pouvoir briser tant soit peu le cercle. Pour cela nous avons préconisé, pour les études maghrébines, les approches de l'individualisme méthodologique de Raymond BOUDON dans la mesure où celles-ci contraignent à une démarche plus rigoureusement inductive : apporter les preuves inductives de la validité scientifique d'un discours.

Il faut bien croire que cette posture intellectuelle consistant à *surveiller* la pensée sociologique et la *punir* par le despotisme universitaire est une posture réfléchie, car les perspectives épistémologiques sociolinguistiques choisies autant que celles rejetées renseignent sur l'intentionnalité. J'aimerais faire une allusion particulière au travail critique formidable de MAOUGAL (MAOUGAL M.-L., 2000 :10) où beaucoup de questions évoquées ici, impensables ailleurs, sont traitées avec la manière incisive caractéristique de la pensée de ce spécialiste de sciences du langage. Il déclare ainsi que :

« Les chauvinismes et les repliements ne résistent jamais à l'épreuve des recherches sérieuses. Car la véritable recherche aboutit toujours à rendre justice [...] Mais à travers son cheminement difficile, lent, laborieux, pourtant sûr malgré les embûches, elle tisse les réseaux et jette les passerelles qui se moquent des chauvinismes et des étroitesse d'esprit sordides »

Dans cette atmosphère, Louis Jean Calvet, par exemple, est enseigné (*glottophagie*), les sociolinguistes catalans le sont aussi (*conflit permanent*). Joshua FISHMAN, illustre pionnier de l'école de sociolinguistique américaine, l'est beaucoup moins quand il n'est pas dénigré, car ne s'inscrivant pas dans la sociolinguistique du conflit en situation plurilingue, d'un côté, et c'est lui, en effet, qui a tiré au clair la distinction entre sociolinguistique de micro-niveau et celle de macro-niveau, d'un autre côté, rendant ainsi les choix épistémologiques plus parlants (FISHMAN J., 1971 : 57).

Fishman est l'un des auteurs spécialisés qui a redéfini la notion de "*communauté linguistique*" et lui a donné l'extension d'un pays partant de la considération que les réseaux linguistiques « *totalisant la plus grande somme d'expériences, de contacts et d'intérêts, ont aussi la plus grande richesse linguistique* » (Op. cit. 82). Observant la situation sociolinguistique en Indonésie d'après

Nancy TANNER, (TANNER N., 1967 : 15-40), il conclut, en accord avec l'auteur, à une *spécialisation fonctionnelle* des codes dans les sociétés multilingues. C'est à lui qu'on doit aussi cette sortie de la sociolinguistique du carcan du structuralisme quand il a refondé la sociolinguistique au plan épistémologique sur ces quatre questions : *Who speaks What language to Whom and When ?* Les spécialistes des théories de l'énonciation auront reconnu ici la fameuse déixis subjectivo-spatio-temporelle ou l'antithèse du structuralisme.

On lui reproche à tort une tendance au *fijement* des situations de « *minoration* » linguistique en raison d'une lecture orientée de sa fameuse stratification sociale et fonctionnelle des variétés eu égard à l'observation de leur usage effectif à un moment donné dans les situations de plurilinguisme. On n'oublie souvent ses propositions définissant les modalités de promotion d'une variété d'un statut à un autre (normalisation, historicisation, et autonomisation :

« *Enfin, des variétés ne répondant pas actuellement aux normes, peuvent être soumises à un processus de normalisation ; inversement, une variété normalisée pendant un certain temps peut subir une déstandardisation, si les locuteurs estiment qu'il n'est pas besoin de la maintenir rigide. La normalisation n'est donc pas une propriété de la langue en soi : ce traitement typiquement social est engagé dès qu'une société, suffisamment diversifiée, éprouve la nécessité d'une élaboration « symbolique » plus étendue* » (Op. Cit.:39). Plus loin il ajoute : « *on ne naît pas héros, on le devient* » et termine en disant : « *Dans ce cas, il n'y a pas d'autonomie par "l'Abstand", la distance ; mais plutôt par "l'Ausbau"- par le travail donc* » (p40).

Fouad Laroussi, sociolinguiste d'origine tunisienne, tout en critiquant à juste titre les positions de A. Moatassime (Marocain) au sujet de ce que ce dernier appelle *l'arabe dialectal* qu'il oppose à *fushâ*, se lance dans une diatribe contre la théorie '*ferguso-fishmanienne*' dont on saisit difficilement les raisons. Surtout que son argument en la matière est loin d'être la description d'une réalité qui contredirait la théorie de Fishman, mais la théorie concurrente *occitano-catalane* comme si cette dernière devait être adoptée sans recul épistémologique. Il affirme en effet :

« *La sociolinguistique occitano-catalane a non seulement bien analysé ce 'dernier subterfuge produit par la diglossie elle-même et chargé d'en favoriser le cheminement irréversible'* (Laffont, 1984 :7), *mais elle a aussi montré que les travaux qui s'inscrivent dans la théorie ferguso-fishmanienne des répartitions des usages servent d'écran au conflit linguistique toujours à l'œuvre, sans cesse reproduit et réinterprété dans la société* » (LAROUISSI, 1996 :121).

On le voit bien à travers les énoncés « *conflit linguistique toujours à l'œuvre* », « *sans cesse reproduit* » les soubassements idéologiques d'une telle théorie pour laquelle la *révolution permanente* est une nécessité ontologique. On voit bien aussi la qualité de ses arguments contre sa concurrente. Elle est accusée de mensonge : « *subterfuge* », « *servent d'écran* »...alors que, selon lui, le *conflit* doit être partout même là où il n'existe pas. Quel conflit existe-t-il entre les variétés de tamazight au Maghreb et l'arabe maghribi ? Comment les maghrébins tamazightophones se sont-ils arabisés (en maghribi) ? A quelle force se sont-ils soumis ?

Cette démarche, à l'œuvre au Maghreb, est bien simple : on vous empêche de traiter les domaines de votre choix, et l'on vous empêche de voir pourquoi l'on vous empêche en vous privant des savoirs susceptibles de vous en éclairer. Ainsi s'explique aussi le refus d'enseigner la grammaire générative dans les départements de berbère en Algérie. Puisque la GGT affirme un certain *universal linguistique*, rejeté par le fonctionnalisme, elle est suspectée d'être susceptible de permettre aux futurs chercheurs d'envisager la problématique des langues autochtones sous un angle *non*

conflictuel contraire aux attitudes idéologiques arc-boutées sur un antagonisme guerrier entre l'arabe (ainsi indistinctement) et les variétés berbères, en dépit du fait qu'elles partagent la famille, la typologie linguistique et l'histoire.

Chaker, qui souligne cette parenté (CHAKER S., 1996), en arrive, en bon fonctionnaliste, à exiger l'autonomie de la Kabylie (son individuation politique) sur la seule base de son individuation linguistique qui fonderait son individuation identitaire (jamais démontrée v. CARLIER O., 1986) pour la seule fin d'en préserver la pérennité:

*« Une identité collective à **base linguistique** ne peut exister et se maintenir sans une assise communautaire et territoriale spécifiée et fonctionnelle. Vouloir assurer la **survie** de la langue berbère implique d'abord **d'assurer la survie des berbérophones...** » (CHAKER : 2001).*

On crée un Etat juste pour la survie d'une langue qui existe depuis des siècles sans Etat !!

On pourrait même lui opposer l'argument rhétorique que si le kabyle est aujourd'hui toujours vivant, après quarante deux ans d'arabisation et sans autonomie territoriale ou identitaire, c'est parce que précisément ses affirmations péremptoires, énoncées sur le mode de la vérité générale, expriment plus un fantasme parisien qu'elles n'ont de fondement objectif. D'ailleurs, pour se donner bonne conscience, l'individuation de cette langue est poussée à l'extrême en lui infligeant la « graphisation » latine légitimée par tous les mélioratifs : *moderne, universelle, adéquate...*(DOURARI A., 2001(2)).

On retrouve à cet égard un enseignement pertinent de Fishman qui déclare, à l'encontre des thèses un peu caricaturales de Whorf et de Sapir :

« En matière de valeurs et d'orientations, les langues reflètent plus qu'elles ne créent les normes de la vie socioculturelles ; « Les langues parlées dans le monde ont beaucoup plus de notions universelles structurales en commun qu'on ne l'avait cru jusqu'à présent » (Op. Cit. : 105).

On constatera qu'il n'y a aucun enseignement sérieux de la langue arabe scolaire ou classique dans les départements d'arabe où les aspects idéologiques priment sur son étude scientifique, dans la mesure où l'on s'échine à ressusciter une norme fossilisée (références datant des 9^{ème} et 13^{ème} siècles) non mise en rapport ni avec le siècle, ni encore moins avec le contexte sociolinguistique des pays du Maghreb. Que dire alors des départements de berbère dont l'encadrement est dans l'essentiel issu des licences de français ?

Le fonctionnalisme de Martinet qui, après avoir mis en évidence la récurrence, dans sa propre définition de la « langue », des termes « différemment » et « différent », affirme que « rien n'est proprement linguistique qui ne puisse différer d'une langue à une autre » (MARTINET A., 1970 :20) vient, par contre, à point nommé pour insinuer les clivages qui séparent l'arabe scolaire des variétés berbères à tel point qu'une enquête de nos étudiants du département de français (SALMI Ouahiba et BEKKA Hadi, *Les attitudes et les pratiques langagières des étudiants du département de langue et culture amazighes de Tizi-Ouzou*, Tapuscrit inédit pour l'obtention du diplôme de licence de français, s/d A. DOURARI, 1996-1997: p33 et corpus d'informateurs) a mis en relief un fait troublant : des étudiants en post-graduation de berbère nourrissent un sentiment de culpabilité pour avoir suivi des études d'arabe en licence !

Affirmer, avec sincérité que:

« En Kabylie l'arabe fonctionne comme langue véhiculaire mais, en même temps, il connaît un rejet car, considéré comme un danger pour le tamazight, et les tamazightophones ne cessent d'afficher leur opposition catégorique devant la seule officialisation de l'arabe » (Yasmina BENCHEFRA-CHERRAD, 2001) relève de la mystification. De quel arabe s'agit-il ? Quel arabe constitue un danger pour le tamazight ? L'algérien n'est rejeté nulle part en Algérie et le mouvement d'Avril 1980 de Kabylie le revendiquait au même titre que le tamazight (A. DOURARI, 2000) « *Fî ma'ânî dhikrâ 20 afrîl 1980 : at-tassâ'ul hawla matlab al-huwwiya wa l-hurriyât al-fardiyya wa l-jamâ'iyya* », in *Kitâbât*, Revue de l'Association des Amis du Livre, N°1).

Ainsi d'aucuns cultivent l'amalgame quant à une certaine domination de l'arabe scolaire sur le tamazight dont la conséquence serait la disparition de ce dernier. Il s'agirait, selon eux, bien sûr de processus auto-impulsés entre langues et non pas une lutte sociologique entre protagonistes d'horizons idéologico-politiques opposés. Il s'agirait encore moins d'une politique linguistique promue par un courant idéologique dominant identifié.

Dalila MORSLY a démontré que le tamazight n'a jamais, depuis la période punique (-300 J.-C.) été utilisé dans le domaine formel. Ce fut le punique du temps de Massinissa, le latin durant la période romaine, le français durant la période française et enfin l'arabe scolaire durant la période d'indépendance (MORSLY Dalila, 1996). Cette attitude se retrouve aussi chez le sociologue algérien, Mostefa LACHERAF (LACHERAF M., 1998). Le tamazight est toujours vivant et vivace. Soutenir après cela que le tamazight est une langue *minorée et menacée* (noter le singulier et le passif), dans l'absolu et non pas subséquemment à une situation sociologique et historique et à une politique linguistique de l'Etat indépendant, présuppose :

- (a) l'unicité du tamazight
- (b) que le tamazight est dans une position de victime
- (c) qu'un actant aurait délibérément décidé d'en faire ainsi

Il faut rappeler que cette situation (polynomie du tamazight et non utilisation dans le domaine formel) est le résultat d'une histoire et d'une dynamique sociologique où aucun actant responsable, fut-il un individu ou un Etat, n'est identifiable hormis durant la période algérienne d'indépendance que les promoteurs de la micro- sociolinguistique prennent bien soin de voiler en pérorant doctement sur la spécificité du phonème [ε] dans la prononciation kabyle.

Présenter le tamazight comme la victime de l'arabe scolaire et de son expansion est encore une entorse au bon sens car il faut noter que cet arabe en particulier, restreint au domaine formel, ne s'oppose pas au tamazight, largement utilisé dans le domaine personnel et quotidien dans les zones tamazightophones, dans la mesure où ils ne partagent pas les mêmes domaines d'utilisation. Les Algériens ne parlent pas en arabe scolaire qui n'est aujourd'hui la langue maternelle de personne dans le monde arabe. C'est encore à K. Taleb Al-Ibrahimi que nous ferons appel quand elle affirme dans son enquête que :

« *L'usage de l'A. S. (=Arabe Standard) s'amenuise au fur et à mesure que l'on s'éloigne des contextes formels, que l'on se rapproche des situations informelles* » (Op. Cit. p122).

Les décisions politiques en la matière y sont impuissantes comme l'a constaté Yasmina CHERRAD, autre sociolinguiste algérien de l'université de Constantine (cité *supra*) :

« Malgré les nombreuses décisions et textes officiels rendant obligatoire l'utilisation exclusive de l'arabe standard moderne, les Algériens dans leurs pratiques quotidiennes agissent autrement. Devant cette réalité réfractaire, les autorités, par l'ordonnance de 1996, durcissent leur position en menaçant d'amendes et même de prison les contrevenants. Ces dispositions ne changent les habitudes ni des sujets parlants, ni même des institutions qui ne se plient pas à la loi... »

On peut évidemment ergoter sur la notion emberlificotée d'arabe standard moderne, si chère aux sociolinguistes anglophones, tant les instruments de standardisation n'existent toujours pas pour cette variété : ni dictionnaire de référence commun, ni grammaire moderne unifiée...).

Un autre spécialiste du Maghreb, Gilbert Grandguillaume (GRANDGUILLAUME, 1996 :17) affirme :

« Les langues quotidiennement parlées au Maghreb ne sont pas écrites, mais exclusivement orales : elles sont des variétés régionales, soit arabes, soit berbères. Elles sont mises en opposition, principalement les parlers arabes, avec une langue **essentiellement écrite**, (ou limitée oralement à des usages savants ou religieux), dite **arabe classique** ou littéraire. Cette opposition est universelle dans le monde arabe ».

Il ajoute, dans une mise en rapport du processus d'unification linguistique propre à la France et celui projeté dans les pays du Maghreb,

« Il faut reconnaître que, dans la lutte du français contre les "patois", la langue dominante a trouvé la complicité de "la promotion sociale" qui s'attachait à l'abandon de la langue régionale. Il n'y a pas de phénomène analogue en ce qui concerne les pays du Maghreb [...] D'autre part, les langues parlées sont l'objet d'un **attachement renouvelé**. C'est le cas du berbère (CHAKER S., 1993), mais aussi des parlers arabes [...] Ces parlers sont même "véhicules de la modernité" (BENRABAH, 1993) et assument une sorte de conscience identitaire ».

En effet il ne faut pas oublier que l'algérien a été utilisé dans la création artistique notamment le théâtre de KATEB Yacine et de ALLOULA pour ne citer que ces deux piliers de la culture algérienne. Tout le monde sait l'influence qu'a la chanson chaâbi, et raï, chantée en algérien.

Le fait est là : la réalité sociolinguistique de la société algérienne est plus forte que les mystifications théoriques et toutes les politiques explicites et implicites menées par un courant idéologique de l'intérieur même, et avec les moyens, de l'Etat.

b) Situation sociolinguistique de l'Algérie

En Algérie il existe un véritable malaise linguistique et identitaire. Les études sur ce phénomène ne sont pas nombreuses. Mais quand elles existent, elles en arrivent parfois à réaliser un forçage du sens qui complique la situation.

Nous citerons à titre d'exemple les travaux suivants : N. Toulbi, *L'identité au Maghreb, l'Errance*, Casbah Ed., 2000, K. Taleb Al-Ibrahimi, *Les Algériens et leur(s) langue(s), Eléments pour une approche sociolinguistique de la société algérienne*, Ed. El-Hikma, 1995, D. Morsly, « Alger plurilingue », in *Plurilinguismes*, N°12, 1996, M. L. Maougal, *Langages et Langues entre tradition et modernité*, Marinoor, 2000, et particulièrement Abdou El-Imam, *Le Maghribi alias ad-dârija, la langue consensuelle du Maghreb*, Dâr al-Gharb, 2003, et Abderrezak DOURARI, *Les malaises de la société algérienne, crise de langue et crise d'identité*, Casbah Editions (2003), et *Cultures populaires, culture nationale*, L'Harmattan, 2002 ...

L'apaisement de ce malaise proviendra d'une politique linguistique rationnelle, par conséquent d'une étude macro sociolinguistique, qui tient compte de la réalité et de l'histoire de ce pays et de son insertion dans son espace géostratégique. Mais cette attente ne risque-t-elle pas d'être hypothéquée par les choix épistémologiques en matière de description du terrain et de postures intellectuelles préétablies en matière de lecture historique et sociologique ?

L'Algérie historique, non pas celle officielle des mythes panarabes, a toujours été un pays plurilingue. On ne peut évidemment pas imaginer un pays aussi grand que le Maghreb, (de la frontière Egypto- Libyenne jusqu'aux Iles Canaries, puis au sud, le Mali, le Niger, et la Mauritanie) avec des groupes humains vivants aux quatre coins d'un tel espace, qui parlerait en dépit de cela une langue unique à une époque où les moyens de communications étaient rudimentaires !

L'amazighité originelle de cet espace n'est pas contestée. La diversité des variétés de tamazight sur cet espace commence à être acceptée comme un fait socio-historique et sociolinguistique normal y compris par les militants. La langue arabe classique a fait sa pénétration dans cet espace très tôt chez certaines élites citadines sans qu'elle s'installe dans la société. La conquête arabe sous couvert de l'islam n'a pu réussir qu'à la deuxième tentative (8^{ème}. siècle) mais les Arabes ne s'y installèrent pas en Afrique du Nord et laissèrent la gestion de leurs intérêts à leurs clients berbères. Celle des Banu Hilâl, puis des Banu Soleim et Banu Ma'qil, qui a eu lieu bien après (xi siècle), n'a pas grand-chose à voir avec l'islam. C'est en raison de leur turbulence dans le Califat Fatimide, instauré grâce aux Berbères qui partirent de Bougie, que les Fatimides s'en débarrassèrent et les envoyèrent punir les Africains du Nord qui avaient pris leur distance vis-à-vis du califat installé au Caire. Ils s'installèrent au Maghreb en nombre si peu réduit (des dizaines de milliers selon Camps, *Les Berbères*, Edisud, France, 1996, p 56) qu'ils n'ont vraisemblablement pas pu bouleverser la démographie autochtone. Leur langue s'est répandue dans ce même espace dès le 13^{ème} siècle pour des raisons sociologiques et sociolinguistiques (G. Camps, cité *supra*; W. Marçais, « Comment l'Afrique du Nord a été arabisée ? », in *Annales de l'Institut d'Etudes Orientales d'Alger*, Tome iv, 12938 et tome xiv, 1956).

Camps nous dit que

« *Cet arabe maghrébin est issu de la langue bédouine introduite au xi siècle par les tribus hilaliennes, car ce sont elles, en effet, qui ont véritablement arabisé une grande partie des Berbères* », p56).

Nous savons que cette hypothèse est contestée par Abdou El-Imam qui émet l'hypothèse que cet arabe maghrébin est originaire du punique (v. Abdou El-Imam, *Le Maghribi alias ad_dârija, la langue consensuelle des maghrébins*, Dâr al-Gharb, 2003) et en fait une longue et studieuse démonstration.

S'il n'est pas logique d'exclure la trop forte influence de l'arabe, on ne peut pas non plus exclure l'influence du punique et du berbère- langues déjà enracinées dans la société de l'époque et qui, plus, sont de la même famille linguistique. La présence de traces importantes dans l'arabe maghrébin d'aujourd'hui l'atteste (v. Abdou El-Imam, cité *supra*).

Une telle situation est un peu rare : Camps l'a soulignée fortement en disant :

« *C'est une étrange ...et assez merveilleuse histoire que cette transformation ethnosociologique d'une population de plusieurs millions de Berbères par quelques dizaines de milliers de Bédouins* » (Ibid). Et plus loin :

« Les apports successifs des Beni Soleim, puis des Mâqil, qui s'établirent dans le Sahara marocain, ne portèrent pas à plus de cent mille les individus de sang arabe qui pénétrèrent en Afrique du Nord au xi siècle » (p57).

Notre hypothèse est que la diversité des variétés de tamazight, parlées à l'époque, rendait la communication ardue, et par conséquent les transactions, entre les locuteurs natifs. Une langue commune s'imposait, une langue véhiculaire. Choisir une parmi les différentes variétés de tamazight aurait pu susciter des antagonismes inutiles, comme la jalousie des cousins par rapport à celui dont la variété serait retenue comme langue commune, en raison de la symbolique qui est attachée à la position sociale et politique du futur détenteur de la norme. Cette situation a pu pousser d'une certaine manière au choix inconscient de l'arabe qui offrait bien des avantages dont la parenté qu'il a avec tamazight et le punique. Ajoutons à cela le fait que ses locuteurs avaient fondamentalement le même mode vie (bédouinisme, razzias...) que les Berbères de l'époque et que les Touaregs continuaient à pratiquer il y a de cela très peu (on se rappellera les événements du Niger et du Mali dans les années 90).

Le français et l'espagnol ont pénétré aussi pour des raisons de colonisation. La langue des Banu Hilal, des Soleims et des Ma'qil, mêlée au berbère et au punique déjà là, a donné l'algérien ou le maghrébin (v. Abdu Al-Imam, cité *supra*) que parle la quasi totalité des populations du Maghreb. Cette langue, produit devenu autochtone par le fait des diverses interpénétrations avec les variétés tamazight locales, a été et est toujours un facteur d'unification et d'identification de ces populations. L'arabe scolaire (dérivé moderne de l'arabe classique jadis utilisé dans le domaine formel arabe ancien comme la liturgie, la grammaire, la poésie...) et le français sont devenus pour des raisons historiques et symboliques des langues du domaine formel ; alors que les langues autochtones (tamazight et l'algérien variante du maghribi) occupent le domaine des relations personnelles et intimes.

Toute situation linguistique n'est que la photographie d'un moment de l'histoire et ne peut absolument pas rester éternelle.

4) La politique linguistique algérienne après l'Indépendance

L'imposition de l'idéologie panarabiste ainsi qu'une perception conservatrice de l'islam comme seules références linguistique et culturelle, a entraîné un conflit politique et idéologique qui a transformé la question linguistique en un enjeu perçu comme vital par les différents acteurs politiques. Le système éducatif a été, à côté du système judiciaire et des médias, le site de prédilection de cet affrontement. Le clivage se situe entre les tenants d'une Algérie algérienne, maghrébine, méditerranéenne et africaine inscrite dans la modernité et le siècle, et les tenants d'une Algérie conservatrice simple partie intégrante anonyme de la nation arabo-islamique mythique. Il y a donc des intérêts autant matériels qu'idéels.

La question linguistique, autant que les théories mobilisées pour l'appréhender, procède souvent d'une contamination politique ou idéologique.

Le faux lien postulé et entretenu entre pluralisme linguistique et unité nationale fait écran à l'émergence d'un regard apaisé et objectif de la réalité et des projections qu'on peut en faire.

La reconnaissance par l'Etat, autant que par les chercheurs, de l'amazighité du Maghreb, de l'algérianité et de la maghrébinité culturelle et linguistique du pays, permet de recomposer le puzzle

identitaire millénaire, d'un côté, et le paysage géopolitique et géoculturel des Algériens et des Maghrébins, d'un autre côté.

L'officialisation de la reconnaissance des langues autochtones ramène des solutions au malaise identitaire et linguistique. La pluralité des variétés de tamazight ne pose pas un problème insurmontable à son enseignement.

La politique linguistique d'arabisation prônée par le pouvoir depuis l'indépendance semble viser la suppression de toute référence à l'amazighité et la disparition de cette langue à terme. L'idéologie conservatrice islamiste était préconisée aussi comme moyen de rendre cette suppression progressive plus douce. C'est ce qui explique la trop forte fréquence dans le discours officiel d'expressions comme « *je suis un amazigh arabisé par l'Islam* » ! Alors que l'on sait très bien que l'Islam n'y est pour rien même s'il en a été un adjuvant indirectement, car la langue arabe du coran (l'arabe classique) et la langue arabe des Maghrébins (l'algérien ou le maghrébin) sont différentes et comme nous l'avons avancé plus haut ce sont les turbulentes tribus des Banu Hilal, Banu Ma'qil et Banu Soleim – tribus qui ne sont pas réputées pour leur ferveur musulmane-qui ont effectivement enclenché cette arabisation par la dynamique sociale...

La brochure d'Idir El-wataniy montre bien l'attitude des auteurs à l'égard de la situation linguistique de l'Algérie de l'époque. Il y est écrit en p17:

*“Le **facteur linguistique** a aussi contribué énormément à forger **notre caractère national** qu'il s'agisse des langues parlées, qu'il s'agisse de la langue classique... **L'Algérien**, arabophone ou berbérophone, **parle aujourd'hui sa langue maternelle** avec fierté et éprouve beaucoup moins le désir de s'exprimer autrement, en français par exemple. **Il cherche au contraire à étudier la langue arabe classique** pour connaître l'Islam et la culture islamique à laquelle les nôtres ont contribué ».*

La brochure reconnaît explicitement d'autres langues en présence (arabe classique, arabe algérien, français) avec le berbère.

Nous voyons qu'il y avait bien des fondements pour la construction d'une identité et d'une politique linguistique et culturelle non polémiques dans une nation intégrée et démocratique fondée sur des bases historiques et non fantasmagiques. Mais si l'attitude négative et répressive des élites au pouvoir pouvait être tolérée durant la guerre, ne pouvait plus se justifier une fois l'indépendance acquise : Comment justifier l'interdiction d'une conférence sur la poésie kabyle ancienne de Feu Mouloud MAMMERRI prévue à l'université de Tizi-Ouzou le 20 Avril 1980 ?

Cette interdiction entraîna des émeutes brutalement réprimées et *Tafsut imazighen* (le printemps amazigh) est né ! La demande était claire ; la démocratie, la liberté d'expression et d'opinion individuelle et collective, tamazight comme langue nationale à côté de la langue arabe scolaire et l'algérien..., dans le cadre d'une nation intégrée.

En 1994, le refus d'intégrer tamazight dans le système éducatif entraîna la grève du cartable qui dura un an. En 1995, elle « rentre à l'école » (*tamazight di lakul*, disait le slogan porté par les manifestants) entraînant de grands bouleversements dans la politique linguistique et culturelle de l'Etat.

En 2002, Tamazight rentre dans la Constitution algérienne comme langue nationale à côté de l'arabe scolaire et obtient une reconnaissance officielle à l'existence tout en mettant fin au monopole de la langue arabe scolaire qui garde encore la suprématie en étant aussi langue officielle de l'Etat.

5) Horizons ouverts après 1989: une vision instable

En Algérie, l'ouverture d'horizons politiques et économiques après 1989 n'ont pas été accompagnés d'une démocratisation de la sphère sociale et culturelle. Le pluralisme politique s'accompagnait d'un monolinguisme désincarné.

L'ordonnance présidentielle de 1976 portant loi d'orientation de l'éducation affirmant la nécessité de la totale arabisation a été renforcée par celle de 1996 affirmant l'arabisation immédiate et totale accompagnée d'une pénalisation de l'utilisation institutionnelle d'une autre langue que l'arabe scolaire.

Mais la nouveauté est l'ouverture de deux départements universitaires de langue et culture amazighe, un à Tizi-Ouzou en 1990, et l'autre à Bejaia en 1992.

Le slogan populaire « *tamazight di lakul* » (=tamazight à l'école) trouve sa concrétisation en 1995 avec la création du Haut Commissariat à l'Amazighité, après « la grève du cartable » qui ébranla la Kabylie en 1994. Tamazight est introduit dans le système éducatif algérien avec précipitation, sans programme, sans manuel et sans enseignant formé...

La contestation d'Avril 2001, appelée *tafsut taberkant* (=printemps noir), organisée par le mouvement citoyen des Aârouchs et qui durèrent trois années pour des raisons de crimes commis par les forces de sécurité demeurés impunis, de misère culturelle et sociale, de manque de démocratie, de marginalisation des citoyens, et de corruption...aboutissent à l'élévation de tamazight à la dignité de **langue nationale** dans l'article 3a de la Constitution algérienne de 2002. (V. pour le terme déroutant d'*Aarch* ou tribu A. DOURARI, « Réponse à Camille Lacoste-Dujardin », Site internet Algeria-interface, *Les Malaises de la société algérienne, crise de langues, crise d'identité*, Casbah Ed., 2003, p125 sq.; "pratiques langagières effectives et pratiques langagières postulées en Kabylie, à la lumière des événements du "printemps noir" 2001", in *Insaniyât*, Oran, N°17-18 Mai- Décembre 2002)

Tamazight, langue polynomique non normalisé, obtint, après de grands sacrifices et 23 ans après les événements de 1980, ce qu'il avait déjà tout naturellement, car, nationale, cette langue l'est par le fait de l'histoire et du territoire. Mais l'obsession de l'unité totale et uniforme cultivée par les gestionnaires de l'Etat en a voulu autrement (v. A. DOURARI, *Cultures populaires, culture nationale*, L'Harmattan, Paris, 2002).

C) Institutionnalisation

6) Les Institutions et la standardisation de Tamazight: de nouveaux soucis qualitatifs

Le statut légal de tamazight est maintenant bien avancé. C'est dans la constitution, dans l'école, dans les médias, dans le cinéma, dans le discours politique...En plus de deux instituts universitaires de recherche et de formation, le ministère de l'éducation nationale a mis en place le Centre National Pédagogique et Linguistique pour l'Enseignement de Tamazight (CNPLET créé en 2005, V. site du

CNPLET <cnplet.net>). Des Programmes Nationaux de Recherche sont mis en appel d'offre par le MESRS... Ces institutions souffrent d'handicaps divers comme l'absence d'encadrement scientifique de qualité notamment ressentie au CNPLET, qui ne peut institutionnellement recruter des chercheurs alors que c'est un centre dédié à la recherche en vertu de son décret de création, ou le HCA dont le haut commissaire n'a pas été nommé depuis plusieurs années après le décès de son ancien chef feu Idir Ait Amrane.

Tamazight qui a beaucoup gagné sur le terrain légal et sur le domaine formel, fait maintenant face à d'autres exigences qualitatives. C'est une langue polynomique (1) qui est faite de plusieurs variétés très différenciées, et est enseignée aujourd'hui avec une méthodologie bancaire (2) depuis 1995. Les enseignants de tamazight même sortis pour la plupart des départements universitaires de berbère (3) ne sont pas suffisamment formés en matière de didactique, la langue n'est pas standardisée(4) et chaque enseignant opère intuitivement de ce qu'il connaît de sa propre variété avec parfois un nombre effarant de néologismes (5) particulièrement inutiles pour l'apprenant. Pour couronner le tout, il n'y a pas d'entente sur la graphie (6) à l'échelle nationale entre ceux qui désirent les caractères tifinagh, les caractères latins ou les caractères arabes : Quels critères privilégier pour décider du choix de la graphie ?

Pour donner un aperçu de ce souci d'acceptabilité, on citera une recherche menée par Habib Allah MANSOURI (aujourd'hui inspecteur de tamazight au MEN), sur le terrain à Oran (400 Km à l'Ouest d'Alger dont les habitants sont majoritairement arabophones). Celui-ci déclare :

*“Ils s'étonnent [les arabophones oranais] de voir les berbérophones utiliser les caractères latins pour la transcription de leur langue, caractères qui ôtent toute légitimité historique à cette langue qu'ils rattachent ainsi à une sphère civilisationnelle étrangère », (H. Mansouri, « L'autre est parmi nous, le Zouaoui [Le Kabyle] tel que représenté dans l'Oranie. Essai d'Analyse d'un questionnaire », in *Anadi*, N°03/04, 1999, p48).*

Par ailleurs, faut-il enseigner tamazight à tous les Algériens arabophones et berbérophones ou seulement aux berbérophones ? Optionnellement ? Ou obligatoirement ? Quelle variété enseigner et à qui (7)? Standardiser ou garder les variétés telles qu'elles sont naturellement (8)?

Tous ces problèmes, non encore tranchés et pratiquement soumis à l'impensé, minent la possibilité d'aménagement du corpus de la langue sur des bases scientifiques rationnelles et mènent à une présence brouillonne de tamazight sur la scène nationale. Tamazight a eu des **manuels d'enseignements** dont les textes ne sont pas authentiques. La plupart du temps ce sont des textes traduits (maladroitement) du français pour correspondre à une typologie didactique particulière. Cette traduction s'accompagne nécessairement, eu égard à la différence de l'arrière-plan encyclopédique des deux langues en question, de la création de néologismes frustrants. On voit mal comment de tels textes artificiels pourraient servir dans une perspective didactique de l'approche par les compétences !

Si ce n'est pas la traduction, c'est le recours aux vieux contes populaires souvent avec un contenu rural et pastoral qui n'est plus d'actualité et, partant, non attractif pour l'élève d'aujourd'hui qui vit dans un univers culturel et encyclopédique différent et est, en plus, confronté aussi dans le cours de sa formation au français et à l'anglais et à leurs contenus pédagogiques et méthodologique modernes !

Une étude menée par le CNPLET en 2009 (inédite) présente la question ainsi:

[Synthèse de la 2^{ème} étude : Lecture critique des programmes et des manuels scolaires de tamazight

L'étude intitulée « *Lecture critique des programmes et des manuels scolaires de tamazight* » consiste en une évaluation globale des manuels scolaires en usage dans les différents paliers où l'enseignement de tamazight est assuré.

Toutefois, cette étude ne se veut pas limitatives au manuel en tant que tel comme le préconise certaines disciplines à l'instar de la didactique analytique. Elle intègre deux éléments fondamentaux que ce type d'études considère comme extérieurs à l'analyse du manuel stricto sensu, à savoir :

- a) l'analyse des programmes du Ministère de l'Education Nationale concernant l'enseignement de tamazight peut être d'un grand apport car, le manuel doit être conforme aux visées fixées dans le programme du MEN.
- b) l'analyse des attitudes des enseignants et apprenants envers le manuel qu'ils utilisent.

Depuis 1995/96, l'enseignement de tamazight en Algérie est introduit dans le cursus de l'éducation nationale. Dès l'année 1997/98, un manuel scolaire est mis à la disposition des enseignants et des apprenants par la tutelle.

Depuis cette date, au moins trois types de manuels ont été élaborés. Le dernier type en usage consiste dans les différents manuels conçus par des enseignants et des inspecteurs de tamazight membres du Groupe Spécialisé de Discipline (GSD) installées par le MEN. A ce jour, presque tous les paliers du cursus allant de la quatrième année élémentaire à la troisième année secondaire sont pourvus de manuels de ce dernier type.

Dès 2003, des programmes ont été élaborés par des équipes d'enseignants relevant du GSD. Une fois que ceux-ci aient été approuvés par les instances du MEN, ils sont imprimés et distribués à travers les wilayas où cet enseignement est assuré.

En fait, à chaque programme correspondant à un palier est joint un document d'accompagnement.

Dans le programme, les buts de l'enseignement de tamazight tout comme les compétences, les objectifs et les contenus d'apprentissage sont spécifiés.

Dans le document d'accompagnement, des détails quant à l'utilisation du manuel y sont fournis. Le contenu est détaillé jusque dans la façon de construire une leçon.

Toutefois, les enseignants (cf. notre étude sur les profils des enseignants de tamazight) ont insisté sur la difficulté qu'ils rencontrent quant à l'application des programmes.

Comme ils rencontrent aussi des difficultés lors de l'utilisation du manuel qui est par excellence le support mis entre les mains des apprenants. Ces difficultés ont généralement un rapport avec le programme. Parfois, le manuel n'est même pas mentionné comme outil pédagogique...

Bien avant l'introduction de tamazight dans l'institution éducative, différents supports ont été utilisés pour l'enseignement de la langue amazighe langue maternelle (et/ou seconde).

Les supports pédagogiques en question sont ceux disponibles auprès des enseignants du berbère ; il s'agit des ouvrages suivants :

- Mouloud Mammeri, *Tajerrumt n tmaziyt*, Maspero, 1976.
- Groupe d'Etudes Berbères / [R. Achab], *Langue berbère. Initiation à l'écriture*, Imedyazen, 1979.

- R. Achab, *Tira n tmazight* (Nouvelle édition), Tafsut, 1990.

Outre les cours de grammaire et d'initiation à l'écriture, nous notons l'utilisation de documents originaux tels que les contes traditionnels, les textes ethnographiques, les chansons, la littérature orale ancienne et moderne, les traductions...)

De nombreux 'enseignants' ont utilisé ces supports lors de l'introduction de tamazight dans le système éducatif national en 1995/1996.

Le MEN proposait, durant cette année, un programme sous forme d'un fascicule de 07 pages et comportant des orientations méthodologiques intitulées « *méthodologie proposée pour l'enseignement de tamazight, troisième cycle de l'enseignement fondamental ; objectifs, contenus, orientations* ». Toutefois, ce fascicule n'a pas été accompagné par les outils que l'enseignant pourrait exploiter afin d'atteindre les objectifs tracés.

L'élaboration du programme a posé des problèmes ayant un rapport avec le choix des contenus.

En 1997, le MEN a mis à la disposition des enseignants de tamazight un programme et un manuel. Ce dernier intitulé « *Lmed tamazight* » (=apprends tamazight !) est réparti en deux tomes ; il préconise un enseignement thématique ayant l'unité didactique comme cadre méthodologique. Pour chaque unité, l'enseignant dispose de trois textes repris dans cinq variantes amazighes : kabyle, chaoui, chenoui, mozabite et targui. Ce qui donne en tout 15 textes pour chaque unité. Ces textes sont soit d'auteurs inconnus, soit fabriqués et transcrits dans trois graphies (latine, arabe et tfinagh). Il s'agit d'un recueil de textes que les enseignants de tamazight ont rejeté.

En 1997, les enseignants se sont constitués en ateliers pour faire la proposition de programmes et de manuels construits sur la base d'un enseignement thématique (*l'unité didactique*).

En 2003 l'enseignement de tamazight a fait un autre pas : les formateurs disposent pour la première fois depuis l'introduction de cette langue dans le système éducatif, d'un programme et d'un manuel officiels que tout enseignant doit suivre dans son activité pédagogique.

Le Ministère de l'Education Nationale propose des programmes avec une nouvelle approche pédagogique dite « *approche par les compétences* » et dont le cadre méthodologique consiste dans la « *pédagogie de projet* ». Les manuels élaborés sont en usage contrairement aux premiers qui ont été rejetés par les enseignants.]

Nous avons donc une prise en charge lacunaire de tamazight dans le système éducatif. A cela s'ajoute le fait que l'histoire de la contestation amazighe a donné naissance à de multiples problèmes liés en partie aux conséquences psychiques de la propagande gouvernementale agressive et immodérée contre tamazight, représentée dans le discours officiel comme une menée néocolonialiste visant à désintégrer la nation (?), et comme une langue et une culture arriérées non dignes de considération !

L'une des expressions les plus concentrées de ce rejet idéologique de l'amazighité est certainement Othmane SAADI, l'un des ténors du FLN et ex ambassadeur d'Algérie en Syrie, quand il affirme que les amazighes sont arabes de souche pure (« *al-amazigh 'arabun 'ârîba* », opposé à « *'arab musta'riba* », (=Arabes purs/Arabes arabisés) alors que l'on sait que même le clan Hachémite des Qurayshite auquel appartient le Prophète Mohammad ne fait pas partie des « *'arab 'ârîba* » (V. *Al-Wassît fi l-'adab al-'arabî wa târîkhih*, Cheikh Ahmad Al-'Iskandarî et Cheikh Mustafâ Annâni, Ed. Matba'at al-ma'ârif, 6^{ème} édition, 1967, pp6-8).

Ailleurs il s'improvise linguiste et tente de montrer à sa façon que tous les mots berbères sont d'origine arabe ! Ainsi dérive-t-il le mot « tamettuth » (=femme en berbère) de « tamath » (=menstrues en arabe classique) !! Il ne nous dit pas comment les Berbères appelaient leurs femmes avant la venue des Arabes au Maghreb que l'histoire a bien indiquée, ni comment ils les appelaient

quand elles n'avaient plus leurs menstrues ! En fait « tamettuth » est un nom d'agent dérivé du verbe « tedh » (téter) et signifie « celle qui est tétée ». Les processus d'assimilation phonétique rendent le lien entre le mot « tedh » (racine « TD ») et le nom d'agent dérivé « tamettuth » moins évident, mais cela ne l'intéresse pas...

Voilà comment une auto odi systématique, parfois avec des apparences scientifiques, a été cultivée officiellement jusqu'au nihilisme depuis la crise de 1949 dans les rangs des combattants et après l'indépendance dans toutes les institutions publiques et les médias. S'il pouvait rester un atome d'estime de soi après cela, l'introduction de tamazight dans le système éducatif l'aura fragilisé davantage en raison d'une émergence brouillonne dans l'espace public et sociétal qui a provoqué une espèce de démystification.

On a l'impression que tout est fait pour confirmer les préjugés d'avant-guerre maintenus vaille que vaille jusque-là.

7) Faiblesse de l'encadrement institutionnel

Contrairement à la langue arabe scolaire qui recueille toute l'attention des pouvoirs publics, en la dotant de gros budgets, d'une académie, d'un conseil supérieur et de plusieurs centres de recherches relevant du Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique, tamazight, deuxième langue nationale, récupère des miettes : le projet d'académie a été abandonné après passage auprès du conseil de gouvernement ; le Haut Commissariat à l'Amazighité est sans président depuis plusieurs années ; il n'existe pas de conseil supérieur de la langue tamazight dont le décret de création a été programmé puis abandonné ; aucun centre de recherche digne de ce nom relevant du Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique... Pour une langue qui a un énorme besoin de normalisation, il ne peut exister de situation plus dramatique ! (V. A. DOURARI, interview au quotidien national algérien *La dépêche de Kabylie*, du 21/03/2009, version électronique sur (<http://www.depechedekabylie.com/proread.php?id=68156&ed=2069>))

D) positionnement spatial de l'enseignement de tamazight

8) Régression spatiale et quantitative de l'enseignement de tamazight

L'enseignement de tamazight a commencé durant la colonisation dans l'espace universitaire. Son promoteur se trouve être un arabophone algérien, en l'occurrence Belkacem BENSEDIRA, auteur du *Cours de langue Kabyle, grammaire et version*, A. Jourdain, 1887, CCXIII (v. OULDBRAHAM O., „Belkacem BENSEDIRA et son cours de langue kabyle (1887)“, in *Etudes et documents Berbères*, 21.2003.pp 149-190). Il s'est poursuivi durant l'indépendance jusque vers la fin des années soixante sous la forme d'une chair de berbère à l'université d'Alger animée par MAMMERI Mouloud.

Hormis le réseau associatif berbérophone, , la reprise institutionnelle de l'enseignement du berbère en Algérie fut en 1995 après la création du HCA. S'il a suscité beaucoup d'enthousiasme au début, on a vite déchanté et la régression de l'espace sur lequel il était enseigné est devenue visible.

Une recherche du CNPLET lancée en 2008 sous la direction du Prof. A. DOURARI, Professeur en sciences du langage et directeur du CNPLET, par des enseignants et chercheurs au département de tamazight de l'Université de Tizi-Ouzou (AKBAL-IBRI Saliha,IMARAZEN Moussa, SABRI Malika, BERDOUS Nadia et CHEMAKH Said), intitulée "Etude du profil des enseignants de tamazight des

wilaya de Béjaia, Bouira, Boumerdés et Tizi-Ouzou”, que nous citons longuement, montre une régression globale de l’enseignement tamazight:

ARGUMENTAIRE :

Lorsqu’on évoque la question de l’enseignement de tamazight du point de vue quantitatif, on remarque que le nombre d’apprenants et d’enseignants n’a pas connu une grande évolution, on parle même de régression dans certaines régions et d’absence totale dans d’autres. Les statistiques montrent que d’une façon générale le nombre des élèves a évolué, mais les progressions ne sont pas les mêmes dans toutes les régions. Il faut souligner que dans certaines, l’intérêt suscité pour cet enseignement au début, a diminué et après un temps assez court s’est éteint entièrement. C’est le cas des wilayas d’El Bayadh, de Ghardaïa, d’Oum El Bouaghi, d’Illizi, de Tipaza et d’Oran.

La diminution du nombre d’enseignants concerne les wilayas suivantes :

- Alger où le nombre d’enseignants passe de 8 en 1995/96 à 10 l’année suivante, puis à 3 enseignants en 2002 et à 0 en 2007.

- Batna qui passe de 9 enseignants en 1995/96 à 8 en 96/97 puis à 0 en 2002. Toutefois, une reprise est à noter en 2007 avec le recrutement de 21 formateurs.

- El Bayed de 1 en 1995/96 à 0 en 2002, c'est le cas aussi pour l'année 2007.

- Ghardaia de 12 en 1995/96 à 1 en 2007.

- Illizi de 3 en 1995/96 à 0 en 2002. Aucun changement n'a eu lieu à ce jour.

- Khenchela de 6 en 1995/96 à 1 en 2007 ;

- Oran de 2 en 1995/96 à 0 en 2002. La situation demeure la même à ce jour.

- Oum El Bouaghi de 6 en 1995/96 à 13 en 97/98 à 5 en 2002, à 08 en 2007 ;

- Sétif de 3 en 95 à 8 en 2000 à 4 en 2002, à 05 en 2007 ;

- Tipaza de 11 en 1995/96 à 0 en 2007.

- Ces détails sont présentés dans les tableaux donnés ci-dessous :

Evolution globale des effectifs enseignants par année.

(Statistiques du MEN).

Année	95/96	96/97	97/98	98/99	99/00	00/01	01/02	05/06	06/07
Wilayas									
Alger	08	10	04	03	04	03	03	00	00
Batna	09	08	01	01	01	01	00	08	21
El Bayadh	01	01	00	00	00	00	00	01	01
Ghardaia	12	04	02	00	00	00	00	01	01
Illizi	03	04	00	00	01	00	00	00	00
Khenchela	06	03	02	02	03	01	01	01	05
Oran	02	02	02	02	02	01	00	00	00
Oum El Bouaghi	06	05	13	05	05	06	05	10 postes ouverts (3occupés)	10 postes ouverts (3 occupés)
Sétif	03	03	01	04	08	09	04	09 postes ouverts (6occupés)	08 postes ouverts (5 occupés)
Tipaza	11	03	01	01	01	00	00	00	00

Evolution globale des effectifs élèves par année.

(Statistiques du HCA et du MEN).

Années \ Wilayas	95/96	96/97	97/98	98/99	99/00	00/01	01/02	05/06	06/07
Alger	349	479	436	465	339	479	61	00	00
Batna	805	632	293	49	78	73	00	1364	4303
El Bayadh	09	13	00	00	00	00	00	00	00
Ghardaïa	584	158	124	64	00	00	00	38	36
Illizi	80	138	00	119	120	00	00	00	00
Khenchela	483	715	244	490	562	256	499	328	Illisible
Oran	127	220	55	75	55	25	00	00	00
Oum El Bouaghi	1462	1335	4785	1375	2262	2382	2367	2327	1357
Sétif	584	626	971	1526	2616	690	1217	1543	2410
Tipaza	980	576	189	76	79	00	00	00	00

Concernant les wilayas apparaissant dans les deux tableaux, il y a lieu de noter les éléments suivants :

- Le nombre d'élèves s'est réduit à zéro : ce qui signifie que l'enseignement de tamazight n'est plus dispensé. C'est le cas des wilayas d'El Bayadh, d'Illizi, d'Oran et de Tipaza.
- La wilaya de Batna enregistre quant à elle une nette augmentation du nombre d'élèves apprenant le tamazight après que ce dernier se soit réduit à zéro en 2001/2002.
- Concernant Alger, bien que les statistiques officielles indiquent une disparition totale de cet enseignement, il faudrait noter que les cours sont toujours dispensés dans certains collèges. (Voir Statistiques des effectifs (enseignants et élèves) effectuées par le HCA de 1995 à 2008. Documents joints en Annexes)

Par ailleurs, nous remarquons la faible croissance du nombre d'élèves et d'enseignants au primaire, au moyen et au secondaire.

Au premier cycle, l'enseignement de Tamazight concerne uniquement les wilayas de Bejaïa, de Tizi-Ouzou et de Bouira, c'est-à-dire les régions berbérophones ou plutôt kabylophones, alors qu'officiellement, on parle d'un enseignement national sans qu'un dispositif d'aménagement linguistique et d'enseignement ne soit mis réellement en pratique.

L'enseignement dans le deuxième cycle n'est pas dispensé dans les wilayas d'El Bayedh, d'Illizi, d'Oran et de Tipaza. Dans le troisième enfin, cet enseignement n'est assuré que dans les wilayas de Bejaïa, de Tizi-Ouzou, de Boumerdés et de Bouira. (voir tableau N° 10 en annexes)

Les raisons de l'absence et de la régression de l'enseignement de tamazight sont multiples. Parmi elles, nous pouvons citer le nombre restreint de postes ouverts alors que plus d'une centaine de licenciés en tamazight sont disponibles. Et au moment où le besoin s'est fait sentir, il y a eu suppression de postes au cycle

moyen dans les wilayas de Boumerdés et dans quelques établissements de Tizi-Ouzou, particulièrement dans le cycle secondaire. Cette décision (suppression de postes) est justifiée tantôt par la diminution du nombre d'élèves s'intéressant à la matière et tantôt par le manque d'enseignants.

Le rapport de l'Inspection Générale du MEN intitulé '*Enseignement de Tamazight, Etat des lieux*' (2007, 14 p.) ne fait pas état de ces données (à savoir suppression de postes, profils des enseignants, supports usités...). A notre avis, ce document reste celui d'une évaluation partielle puisque de nombreuses données nécessaires autant aux responsables du MEN qu'aux enseignements eux-mêmes restent non évaluées (utilisation du manuel...). Autrement dit, l'étude effectuée par le MEN est une étude quantitative dont le principal objectif est de faire un état des lieux de l'enseignement de tamazight voire recenser le nombre de formateurs et d'élèves dans les différents paliers.

Pour une évaluation globale et détaillée, il convient d'utiliser d'autres outils à même de faire ressortir toutes les données relatives à l'objet d'étude (langues en usage, graphie utilisée, déroulement des cours...).

Mieux que cela, il nous a paru opportun d'être en contact avec les enseignants auxquels le questionnaire devait être remis. D'où l'idée d'organiser des rencontres afin d'expliquer les objectifs de notre recherche. D'autant plus que certaines informations ne peuvent être collectées qu'auprès des « groupes » d'enseignants et non individuellement.

Voici les étapes de l'enquête telle qu'elle est menée sur le terrain.

Le questionnaire.

Pour pouvoir cerner objectivement le profil des enseignants de tamazight, il fallait élaborer un questionnaire-type auquel l'ensemble des enseignants devait répondre. A partir de cette évaluation tant quantitative que qualitative, des conclusions assez pertinentes peuvent être tirées.

Une batterie de questions relatives aux éléments à évaluer a été mise en place.

Ce questionnaire est constitué de près d'une centaine de « questions ». Ces dernières sont classées en plusieurs groupes et sous-groupes.

Groupe A : Profil général de l'enseignant.

Groupe B1 : Formation et diplômes.

Groupe B2 : Langues en usage dans différents contextes de communication (en classe, en famille, entre amis...).

Groupe B3 : Langues en usage avec les différents monolingues, en d'autres milieux...

Groupe B4 : Langue tamazight (Statut, représentations...).

Groupe C : Conditions d'exercice, programmes et supports pédagogiques.

Groupe D1 : Langue enseignée des points de vue : oral, écrit, écart quant aux usages réels...

Groupe D2 : Contenus des cours (exercices, contes...).

Groupe E1 : Questions de la graphie.

Groupe E2 : Manuel et volume horaire.

Groupe F : Hétérogénéité des apprenants et intérêt pour les cours.

Un espace est laissé pour d'éventuels commentaires.

Les rencontres :

Sachant qu'un questionnaire n'est pas suffisant pour une évaluation tendant vers l'objectivité totale, il y a eu l'idée d'aller à la rencontre de ces enseignants. Ces rencontres visaient essentiellement le recueil d'autres doléances que celles du questionnaire ou alors ces dernières sont reformulées autrement et vers d'autres perspectives.

Déroulement des rencontres :

Les rencontres avec les enseignants en exercice (selon les chiffres du MEN) devaient se tenir selon le calendrier suivant :

Date	Lieu	Nombre d'enseignants concernés
24 et 25 Octobre	Bejaia	157
27 et 28 Octobre	Tizi-Ouzou	267
29 et 30 Octobre	Bouira	148
31 Octobre 2007	Boumerdés	26
TOTAL		598

Lors des différentes autres rencontres, le nombre d'exemplaires du questionnaire-type distribué est conforme à celui du nombre d'enseignants avancé par le MEN pour chaque wilaya.

Le nombre d'enseignants présents est souvent inférieur au nombre de questionnaires préparés. De même que le nombre de questionnaires récupérés est inférieur au nombre de questionnaires distribués. Les chiffres en rapport avec ce point sont présentés dans le tableau récapitulatif suivant:

Wilayas	Nombre d'enseignants selon le MEN : 2006/2007	Nombre de présents aux rencontres	Nombre de questionnaires remis	Nombre de questionnaires récupérés	Pourcentage de questionnaires récupérés
Bejaia	152	162	162	58	35,80%
Bouira	107	58	58	49	84,48%
Boumerdés	11	09	09	09	100%
Tizi-Ouzou	237		158	67	42,40%

Il y a lieu de noter que le nombre de questionnaire récupéré à Bejaïa est inférieur à 50% du nombre distribué. Ce fait s'explique par l'hostilité de certains enseignants quant à la tenue de l'enquête vue qu'elle soit organisée par le CNPLET (organisme dépendant du Ministère de l'Education Nationale). Par contre, le taux enregistré à Tizi-Ouzou s'explique par le fait que les séances d'explication du questionnaire et des objectifs de l'enquête non pas été tenues.

Par ailleurs, pour connaître le nombre d'enseignants en exercice dans ces wilayas, nous nous sommes basés, dans un premier temps sur les statistiques du MEN. Mais lors de notre enquête, nous nous sommes rendu compte que le nombre d'enseignants participant au regroupement est différent de celui fourni par le MEN. Ainsi, pour la wilaya de Bejaïa, il y a eu 162 présents dès le premier jour alors que le MEN n'en recense que 152 enseignants intervenant dans les différents paliers.

Dans ce tableau, le détail concernant le nombre d'enseignants dans chaque wilaya est donné (Chiffres du MEN, 2002).

Wilayas	Nombre d'enseignants du primaire	Nombre d'enseignants du moyen	Nombre d'enseignants du secondaire	Total
Bejaia	60	73	19	152
Bouira	31	69	07	107
Boumerdés	00	09	02	11
Tizi-Ouzou	104 (65 occupés)	183 (163 occupés)	12 (10 occupés)	238

E) perspectives

9) Pour une politique linguistique rationnelle, plurilingue, et citoyenne

a) les langues algériennes : éléments pour un débat

En Mars 1990, lors d'un colloque de l'université d'Oran sur les dialectes en Algérie, j'avais soutenu qu'il s'agissait d'enseigner chaque variété à part après l'avoir normalisée. Une académie s'occuperait de l'aménagement de cette langue polynomique. Elle suivra un processus rationnel qui consisterait à instituer une variété normalisée commune pour le domaine formel ; en ne s'écartant jamais des demandes sociales et prendra le temps nécessaire à cela. Mais ce n'est malheureusement pas la seule question de l'unification qui est posée. Les contenus des enseignements, les manuels, les dictionnaires...le sont aussi et un gros effort doit être consenti par la nation dans ce sens pour réussir à recouvrer son être, son identité réelle, non pas pour s'y accrocher narcissiquement, mais pour mieux s'en libérer et aller de l'avant avec un certain sentiment d'apaisement.

En raison du retard accumulé autant par l'arabe scolaire que par tamazight et le maghribi, la modernité nécessaire et urgente à la pérennité de la nation passe par la langue française, car c'est la langue de modernité qui est la plus ancrée dans le tissu social algérien et maghrébin. Les Mexicains,

les Cubains, les Brésiliens..., ce qu'on appelle l'Amérique Latine, parlent l'espagnol ou le portugais, variétés latines de leurs ex-occupants.

Kateb Yacine disait « je voudrais dire aux Français, en français, que je ne suis pas Français. Cette langue a servi, en plus, d'instrument de guerre contre le colonisateur français. La colonisation n'est pas réductible à la question linguistique et des Français « de souche » se sont sacrifiés pour la libération de l'Algérie... La modernité arabe n'étant pas pour demain ; en témoignent les diverses sommations internationales aux Arabes (v. le projet du Grand Moyen-Orient) pour se mettre à jour en terme de pensée politique, sociale, culturelle, économique, de gouvernance, de même que les innombrables protestations populaires spectaculaires.

La politique linguistique d'arabisation, dont les contenus et les références sont inscrits explicitement dans le conservatisme et l'archaïsme a lamentablement échoué. Elle a visé surtout à empêcher les Algériens d'accéder à la littérature scientifique et rationnelle produite dans la langue française et sa littérature autant que dans la langue arabe classique elle-même où l'avantage a été donné aux sources documentaires propices au conservatisme et au fanatisme religieux. Le français, du fait de son enracinement dans la société, a de fait le statut de langue seconde en Algérie pour le domaine formel. Le choix d'une langue d'accès à la modernité ne relève pas du caprice de gouvernant. Il n'y a pas d'hésitation possible entre l'anglais et le français d'un point de vue objectif, car on ne choisit pas une langue comme on choisirait des légumes sur les étals d'un vendeur. L'anglais, l'espagnol ou le français sont des langues presque au même niveau de développement. L'arabe scolaire aujourd'hui est comme un coureur qui n'arrive pas à se qualifier pour la course. Le reconnaître est le moyen le plus sûr d'aller de l'avant.

L'Algérie n'est pas une société homogène linguistiquement, même si une langue, le maghribi ou l'algérien, est parlée par la majorité. La société algérienne, pas plus que les autres sociétés du monde, n'a nul besoin d'être homogène aux plans linguistique et culturel. Cependant, toutes les sociétés développent des langues véhiculaires. L'Algérie possède **l'arabe algérien** très proche à se confondre avec le marocain et le tunisien. Les autres variétés existeront toujours et pour longtemps en coexistence pacifique si elles ne sont soumises à aucune agression (v. A. DOURARI (s/d), **Cultures populaires et culture nationale** ». L'HARMATTAN, Collection CEFRESS, 2002). Noter le pluriel et le singulier.

Distinguer, en pensée, la pluralité linguistique de l'unité politique, la religion de la langue... comme on distingue entre pluralisme politique et unité nationale, et cette dernière des modes d'organisation politique et étatique. L'Iran est musulman sans avoir jamais abandonné le persan...

C'est un problème civilisationnel. Les Iraniens avaient, avant l'Islam, une civilisation brillante : celle des Sassanides qui a produit une pensée scientifique et culturelle et un Etat structuré. Elle ne pouvait que résister à la civilisation arabe. Le mouvement dit de la « *chou'oubiyya* » (ethnisme) est né d'abord en Iran. Il prônait l'autonomie des identités ethniques par rapport à la religion. Les Bulgares, les Turcs, les Tchétchènes...n'ont pas eu non plus à abandonner leurs langues pour être musulmans. Les Arabes, aujourd'hui, représentent un infime pourcentage parmi les musulmans.

La population maghrébine, amazighe dans sa quasi-totalité, a continué, quant à elle, à pratiquer sa langue et quand elle a adopté l'arabe maghrébin c'est pour des raisons sociologiques simples : il leur fallait une langue commune neutre, une lingua franca !

La question linguistique, autant que les théories mobilisées pour l'appréhender, procède souvent d'une contamination politique ou idéologique.

La nécessité d'une remise en ordre général des études, des théories et des postures intellectuelles autant que des politiques est établie. Ni le particularisme berbériste, ni le transnationalisme arabo-islamique mythique ne peuvent être en adéquation avec la réalité plurielle de l'Algérie et du Maghreb. Et si les concepts de *domination*, de *minoration*, de *diglossie* ou de *conflit linguistique* ne sont pas adéquats pour la description de la réalité sociolinguistique algérienne, de nouvelles approches sociolinguistiques à l'échelle macrosociologique doivent voir le jour et un congrès de sociolinguistes algériens (maghrébins) est un besoin pressant.

Cette introduction critique des pratiques universitaires quant aux savoirs sur la société en Algérie nous permet de mettre en perspective nos propres choix épistémologiques consistant fondamentalement en une *vision intégrative du plurilinguisme algérien* qui vit en coexistence pacifique, une sorte de dialectique de l'un et du multiple (v. A. DOURARI, *Cultures populaires, culture nationale*, l'Harmattan, 2002 ; « Pluralisme linguistique et unité nationale », PUR, N°233, 1996; « Les élites face au plurilinguisme et à l'équation identitaire en Algérie : entre histoire, vécu et représentation idéologique de soi », colloque CNRPAH du 21-22/04/01...). Cette vision sera soutenue par l'éclairage qu'apporteront des études portant sur les pratiques réelles des locuteurs plurilingues en Algérie et qui complètent les constats établis par Dalila MORSLY, M.-L. Maougal, Khaoula TALEB AL-IBRAHIMI et Yasmina CHERRAD (*Insâniyât*, N°17-18, Mai- Décembre 2002, Crasc Oran) et tout récemment KEBBAS G. (Magister en sociolinguistique, Département de berbère, UMMTO, 2001, s/d A. DOURARI ; inédit) et Ibtissem CHACHOU de l'université de Mostaganem (V. Son magister en sciences du langage, s/d A. DOURARI).

b) linéaments pour une politique linguistique plurilingue et citoyenne

Le faux rapport d'exclusion postulé et entretenu entre pluralisme linguistique et unité nationale fait écran à l'émergence d'un regard apaisé et objectif de la réalité et des projections possibles.

La société étant plurilingue, il est normal qu'une autre politique linguistique soit mise en œuvre autour d'un ensemble de priorités. Une planification linguistique est nécessaire pour tenir compte des demandes identitaires, de celles du développement et de la mondialisation.

En Algérie cette politique devra distinguer entre les domaines d'emploi des langues selon les critères socio-fonctionnels entre :

(1) le domaine formel, où le français et l'arabe scolaire dominant et ne pourront être détrônés dans un proche avenir même si l'Etat doit aménager une plus grande place pour l'espagnol, présent à l'ouest du pays, et qui prend une ampleur mondiale particulière. Penser à une meilleure prise en charge de l'enseignement de l'anglais et des autres langues méditerranéennes. La modernisation de l'enseignement de l'arabe scolaire doit aussi figurer parmi les priorités de l'Etat afin de le remettre en contact avec son héritage rationnel ancien et nouveau dont les conservateurs l'ont mutilé.

(2) Le domaine personnel et intime, où il s'agit de répondre rapidement et rationnellement à la demande sociale d'émancipation des langues algériennes, notamment des variétés de tamazight, et de l'arabe algérien (variante du maghrébin) qui représente l'originalité algérienne et maghrébine.

La reconnaissance par l'Etat, autant que par les chercheurs, de l'amazighité du Maghreb, de l'algérianité et de la maghrébinité culturelle et linguistique du pays, permet de recomposer le puzzle identitaire millénaire, d'un côté, et le paysage géopolitique et géoculturel des Algériens et des Maghrébins, d'un autre côté.

L'officialisation de la reconnaissance des langues autochtones apporte des solutions au malaise identitaire et linguistique. La pluralité des variétés de tamazight ne pose pas un problème insoluble à son enseignement.

Il est vrai que la politique linguistique d'un Etat découle en droite ligne de la politique générale de celui-ci. Dans les pays du Maghreb la posture politique que tiennent ces Etats est celle d'une négation des faits sociaux et culturels en essayant de leur substituer une perception idéologique. Cette situation est plus accentuée en Algérie qu'au Maroc ou en Tunisie. Mais la Lybie témoigne d'un autisme absolu en la matière hormis quelques déclarations officielles du Président Libyen sans lendemain.

La mise en œuvre d'une politique linguistique et culturelle d'intégration du pluralisme algérien de fait (Cf. A. DOURARI, « Pluralisme linguistique et unité nationale: perspectives pour l'officialisation des variétés berbères », in *Pluralisme et identité au Maghreb*, PUR N° 233, 1997) ouvert sur la modernité et la citoyenneté est une urgence.

Le déni identitaire observé par les différents gouvernements algériens depuis l'indépendance, par l'imposition arbitraire de la politique d'arabisation dont l'un des objectifs avérés est de gommer tamazight et d'obturer toute fenêtre sur la modernité, a incrusté dans les esprits une attitude de **réactance** viscérale à tout ce qui est officiel. Des kabylophones, pour prévenir la disparition de la langue kabyle, selon eux, vont jusqu'à mettre en place un parti kabyle (Mouvement pour l'Autonomie de la Kabylie) et récemment même un gouvernement provisoire kabyle sous la présidence de Ferhat MEHENNI.

Dans ce contexte, une séparation symbolique graphique de tamazight (la graphie latine est largement diffusée en Kabylie parmi les élites et suscite un soutien indéfectible), qui la singulariserait de la langue arabe scolaire et de l'arabe algérien (largement diffusées en Algérie), est un pain béni pour les apôtres de l'autonomie de la Kabylie.

Le rétrécissement progressif de la sphère tamazightophone sous l'effet de la progression rapide de la sphère de l'arabe algérien, devenu depuis le 13^{ème} siècle selon G. CAMPS, la langue commune véhiculaire des Algériens et même des Maghrébins, ajoutée à la peur d'une glottophagie imminente pousse les élites kabylophones à éviter d'attribuer à tamazight tout trait de ressemblance avec l'arabe (la graphie) à commencer par l'expurgation de tous les mots empruntés à la langue arabe et à augmenter les signes de différenciation linguistique.

Il semble qu'on assiste au Maroc au même processus glottophage si l'on croit Mostefa BENABOU et Peter BEHNSTHEDT, (Cf. "Etat actuel de la frontière linguistique entre l'arabe et le berbère", in *Insâniyat*, Oran, N°21, Juillet- Septembre 2003,) qui déclarent :

"Il est vrai que la communication entre berbérophones du Sûs et ceux de Jerada passe avec quelques difficultés. La population arabophone aussi est venue d'un peu partout. Tout ce métissage favorise l'usage de l'arabe. De ce fait certains Sûsi se sont complètement arabisés ». (p110)

Pour ne pas conclure

Tamazight n'est donc pas une langue unifiée (polynomique), quelle variété doit être standardisée et comment pour devenir la langue commune des tamazightophones sans soulever de réactions de rejet de la part des locuteurs des autres variétés ? Ou alors doit-on enseigner chaque variété à part quitte à pérenniser leur séparation ?

En fin de compte, le problème a été compliqué au plus haut degré, et le travail scientifique futur sur l'aménagement de tamazight consistera d'abord à disjoindre la demande linguistique et culturelle objective des représentations idéologiques qui obscurcissent la problématique et nourrissent le conflit.

Au niveau macrosociologique et, probablement, à celui de la philosophie politique, il s'agit de s'interroger sur la manière dont il serait possible d'intégrer tamazight dans un Etat unitaire. Il s'agit aussi de se demander comment il serait possible d'intégrer tamazight dans le domaine formel sachant que celui-ci est déjà occupé, et avec force, par l'arabe scolaire et le français dans un contexte de globalisation économique et linguistique, d'un côté, et de savoir dans quelle mesure cette langue pourrait y être fonctionnelle. Quelle type de gouvernance mettre en place afin d'éviter les frustrations et les identités de repli sur soi.

La démocratie linguistique ira main dans la main avec la démocratie politique et sociale. La démocratie politique et culturelle apaisera les tensions idéologiques liées à l'amazighité, à l'arabité et à la religion. Il s'agit d'une question de gouvernance moderne.

Pr. A. DOURARI

Bibliographie et notes

- AL-'ISKANDARI, Cheikh Ahmad et ANNANI Cheikh Mustafâ, *Al-Wassît fi l-'adab al-'arabî wa târîkhih*, Ed. Matba'at al-ma'ârif, 6^{ème} édition, 1927.
- ARKOUN M., *Pour une critique de la raison islamique*, Maisonneuve et Larose, 1984
- BENABOU Mostefa et BEHNSTHEDT Peter, « Etat actuel de la frontière linguistique entre l'arabe et le berbère », in *Insâniyât*, Oran, N°21, Juillet-septembre 2003
- **BENRABAH, 1993**
- CAMPS G., *Les Berbères*, Edisud, France, 1996
- CARLIER O., « La production sociale de l'image de soi, note sur la crise berbériste de 1949 », in *l'Annuaire de l'Afrique du Nord*, 1984, Ed. du CNRS, Paris 1986
- CHACHOU Ibtissem (s/d A. DOURARI), magister en sciences du langage, Université de Mostaganem, 2007
- **CHAKER S., 1993**
- CHAKER S., *Manuel de linguistique berbère, syntaxe et diachronie*, ENAG Ed., Alger, 1996
- **CHAKER, 2001**
- COHEN M., *Matériaux pour une sociologie du langage*, Petite collection Maspero, 1971, T II
- COMBESSIE J.-C., 1996, *La méthode en sociologie*, La découverte, 1996
- DOURARI A., « Choix épistémologiques et enjeux sociolinguistiques... », in *Insaniyât*, CRASC Oran, 2005.
- DOURARI A., « *Fî ma'ânî dhikrâ 20 abrîl 1980 : at-tassâ'ul hawla matlab al-huwwiya wa l-hurriyât al-fardiyya wa l-jamâ'iyya* », in *Kitâbât*, Revue de l'Association des Amis du Livre, N°1, 2000
- DOURARI A., in *La Revue des Deux Rives, Europe-Maghreb*, N° spécial « L'enseignement de la langue amazighe au Maroc et en Algérie : Pratiques et évaluation », S/d M. Quitout et M. Rispaïlle, l'Harmattan, 2011
- DOURARI A., *Les Malaises de la société algérienne, crise de langues, crise d'identité*, Casbah Ed., 2003
- DOURARI, « les langues berbères en Algérie, réflexion sur les problèmes liés à leur enseignement », in *Actes du colloque international de dialectologie*, CREDISH, Oran, 1990 et *La culture populaire*, Revue de l'institut de culture populaire de l'Université de Tlemcen, N°1, 1994
- DOURARI A, *Dialogue entre le Maghreb et le Machreq, le discours idéologique arabe contemporain*, Thèse de doctorat de l'université de la Sorbonne, 1993

- DOURARI A., « Réponse à Camille Lacoste-Dujardin », Site internet Algeria-interface, 2001
- DOURARI A., -Pratiques langagières effectives et pratiques langagières postulées en Kabylie à la lumière des événements du 'printemps noir' », in *Insâniyyât*, N° 17-18, 2002
- DOURARI A., interview au quotidien national algérien *La dépêche de Kabylie*, du 21/03/2009, version électronique sur (<http://www.depechedekabylie.com/proread.php?id=68156&ed=2069>)
- DOURARI A., -*Cultures populaires, culture nationale*, l'Harmattan, 2002
- DOURARI A., -« Les élites face au plurilinguisme et à l'équation identitaire en Algérie : entre histoire, vécu et représentation idéologique de soi », colloque CNRPAH du 21-22/04/02.
- DOURARI A., -« Pluralisme linguistique et unité nationale », Publications de l'Université de Rouen, N°233, 1996
- DOURARI A., « From the writing symbol to the identity symbol : the socio-cultural stakes of the normalization of the Berber varieties », Colloque international AIMS-université d'Austin USA, Tanger, Maroc, 23-26/05/01
- EL-IMAM Abdou, *Le Maghribi alias ad_dârija, la langue consensuelle des maghrébins*, Dâr al-Gharb, 2003
- EL-MEDLAOUI M., 2001, in actes du colloque international, AIMS Université d'Austin USA, Tanger, Maroc, 23-26/05/2001
- GRANDGUILLAUME, *Arabisation et politique linguistique au Maghreb*, Maisonneuve et Larose, Paris, 1983
- 1996 ??????????
- KEBBAS G., Magister en sociolinguistique (s/d A. DOURARI ; inédit), Département de berbère, UMMTO, 2001
- LACHERAF Mostefa, 1998, *Des Noms et des lieux, Mémoires d'une Algérie oubliée*, Casbah Ed. , Alger
- LALMI Nedjma Abdelfettah, « Du mythe de l'isolat kabyle », in *Cahiers d'Etudes africaines*, XLIV (3), 175, 2004, pp507-531
- LAROUSSE, 1996, « Du malaise diglossique aux fantasmes idéologiques, le subterfuge de la théorie fonctionnelle –stratifiante », in *Cahiers de Linguistique Sociale*, N°spécial « linguistique et anthropologie », Rouen-Tizi-Ouzou, 1996
- MANSOURI H., « L'autre est parmi nous, le Zouaoui [le Kabyle]. Essai d'Analyse d'un questionnaire », in *Anadi*, N°03/04, 1999, p48.
- MAOUGAL M.L., *Langages et Langues entre tradition et modernité*, Marinoor, 2000
- MAOUGAL M.-L., MORSLY Dalila, TALEB AL-IBRAHIMI Khaoula et CHERRAD Yasmina in *Insâniyyât*, N°17-18, Mai- Décembre 2002, Crasc Oran

- MERLEAU PONTY M., *Phénoménologie de la perception*
- MORSLY D., « Alger plurilingue », in *Plurilinguismes*, N°12, 1996
- SABRI, IBRI, CHEMAKH, (S/D DOURARI A.), *Synthèse de la 2^{ème} étude : Lecture critique des programmes et des manuels scolaires de tamazight*, 2009
- SALHI R., 2001, in Actes du Colloque international AIMS et Université d'Austin USA, Tanger, Maroc 23-26/05/2001
- SALMI Ouahiba et BEKKA Hadi (s/d A. DOURARI), *Les attitudes et les pratiques langagières des étudiants du département de langue et culture amazighes de Tizi-Ouzou*, Tapuscrit inédit pour l'obtention du diplôme de licence de français, Université de Tizi-Ouzou, 1996-1997
- TALEB AL-IBRAHIMI K., *Les Algériens et leur(s) langue(s), Eléments pour une approche sociolinguistique de la société algérienne*, Ed. El-Hikma, 1995
- TANNER N., 1967
- TOUALBI N., *L'identité au Maghreb, l'Errance*, Casbah Ed., 2000
- BELHOCINE M., *Idir Al-Wataniy, Vive l'Algérie*, Ed. Le combat algérien, Alger, déc. 2001.
- AKBAL-IBRI Saliha,IMARAZEN Moussa, SABRI Malika, BERDOUS Nadia et CHEMAKH Said (s/d. DOURARI A.), *Etude du profil des enseignants de tamazight des wilaya de Béjaia, Bouira, Boumerdés et Tizi-Ouzou*, 2008
- FISHMAN J.- A., *Sociolinguistique*, Nathan, 1971
- MARÇAIS W., « Comment l'Afrique du Nord a été arabisée ? », in *Annales de l'Institut d'Etudes Orientales d'Alger*, Tome iv, 12938 et tome xiv, 1956).
- OULD-BRAHAM O., « Belkacem Bensedira et son cours de langue kabyle (1887) », in *Etudes et Documents Berbères*, 21.2003